



REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT- UNE FOI

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES
POLITIQUES ECONOMIQUES

DIRECTION DE LA PLANIFICATION



**ANALYSE REGIONALE DU PROGRAMME TRIENNAL
D'INVESTISSEMENTS PUBLICS (PTIP) 2017-2019:**

EXERCICE : 2017

Liste des Graphiques

Graphique 1 :Répartition globale de l'investissement selon les secteurs.....	37
Graphique 2 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Dakar	40
Graphique 3 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Saint-Louis	43
Graphique 4 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Thiès	47
Graphique 5 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Louga.....	50
Graphique 6 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Ziguinchor.	52
Graphique 7 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Sédhiou.....	55
Graphique 8 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Matam.....	58
Graphique 9 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Tambacounda	61
Graphique 10 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Diourbel.....	64
Graphique 11 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Kolda	67
Graphique 12 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Kaolack.....	69
Graphique 13 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Fatick.....	38
Graphique 14 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Kaffrine	40
Graphique 15 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Kédougou	43
Graphique 16 Répartition sectorielle des projets	47
Graphique 17 Répartition sectorielle des investissements prévus et réalisés du PTIP régionalisé 2017	47

Liste des Cartes

Carte 1 Région de Dakar	39
Carte 2 Région de Saint-Louis	43
Carte 3 Région de Thiès	46
Carte 4 région de Louga	49
Carte 5 Région de Ziguinchor	52
Carte 6 Région de Sédhiou.....	55
Carte 7 Région de Matam.....	57
Carte 8 Région de Tambacounda	60
Carte 9 Région de Diourbel.....	63
Carte 10 Région de Kolda	66
Carte 11 Région de Kaolack.....	69
Carte 12 Région de Fatick.....	37

Carte 13 Région de Kaffrine	40
Carte 14 Région de Kédougou	42
Carte 15 Nombre de projet par région.....	46
Carte 16 Niveau des investissements du secteur primaire	52
Carte 17 Niveau des investissements du secteur secondaire.....	54
Carte 18 Niveau des investissements du secteur tertiaire.....	58
Carte 19 Niveau des investissements du secteur quaternaire	62

Liste des Tableaux

Tableau 1 Principaux projets de la région de Dakar	42
Tableau 2 Principaux projets de la région de Saint-Louis	45
Tableau 3 Principaux projets de la région de Thiès	48
Tableau 4 Principaux projets de la région de Louga.....	51
Tableau 5 : Principaux projets de la région de Ziguinchor	53
Tableau 6 Principaux projets de la région De Sédhiou	56
Tableau 7 : Principaux projets de la région de Matam.....	59
Tableau 8 Principaux Projets de la région de Tambacounda	62
Tableau 9 Principaux Projets de la Région de Diourbel	65
Tableau 10 Principaux projets de la Région de Kolda	68
Tableau 11 Principaux projets de la région de Kaolack.....	71
Tableau 12 Principaux projets de la région de Fatick	39
Tableau 13 Principaux projets de la région de Kaffrine.....	41
Tableau 14 Principaux projets de la région de Kédougou	44

Liste des Sigles et Abréviations

AGEROUTE	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
AN	Assemblée nationale
ASER	Agence sénégalaise d'Electrification rurale
BCI	Budget Consolidé d'Investissement
BSF	Bourse de Sécurité familiale
CAPSU	Caisse Autonome de Protection Sociale Universelle
DCEF	Direction de la Coopération Economique et Financière
DGPPE	Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques
DP	Direction de la Planification
DPR	Division de la Planification régionale
DRDR	Direction régionale du Développement rural
FCFA	Franc des Communautés Financières d'Afrique
FONGIP	Fonds de Garantie des Investissements prioritaires
Ha	Hectare
ICL/T	Investissements des Collectivités Locales/Territoriales
ICS	Industries Chimiques du Sénégal
MEFP	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
NTS	Nouvelles Textiles du Sénégal
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ODD	Objectifs du Développement durable
PADAER	Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural
PAFA	Programme d'Appui aux Filières agricoles
PAMU	Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine
PASA	Programme d'Appui à la sécurité alimentaire
PDLI	Programme Décennal de Lutte contre les inondations
PIB	Produit intérieur brut
PMI/PME	Petite et Moyenne Industrie/Petite et Moyenne Entreprise
PNAR	Programme national d'Autosuffisance en Riz
PNNK	Parc National de Niokolo Koba.
PPC	Projet Pistes communautaires
PRACAS	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture sénégalaise
PSE	Plan Sénégal Emergent
PTIP	Programme Triennal d'Investissements Publics
PUDC	programme d'Urgence de Développement communautaire
RMV	Revenu minimum Vieillesse
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SNDES	Stratégie Nationale de Développement Economique et Sociale
SODAGRI	Société de Développement de l'Agriculture
SRP	Service Régional de Planification
TE	Taux d'Exécution
TIC	Technologies de l'information et de la Communication
UEMOA	Union économique et monétaire Ouest africaine

Résumé

Le Programme Triennal d'Investissements Publics (PTIP) est une Loi-programme relative aux investissements publics pour une période de trois ans. En 2017, le PTIP 2017-2019 compte **685 projets** pour un volume de financement évalué à **1 533,49027 milliards de FCFA** contre **693 projets** pour un montant de **1 353,966 milliards de FCFA en 2016**. Comme outil d'opérationnalisation des politiques publiques, son suivi permet d'apprécier le niveau d'exécution des projets et, de façon globale, l'analyse de la politique d'investissement.

Le présent rapport porte sur l'analyse de la répartition régionale et sectorielle des investissements. Il est élaboré sur la base des contributions des Services régionaux de planification (SRP) et de la Direction Générale du Budget (DGB). Pour cet exercice 2017, un effort a été noté sur la répartition, connue d'avance, des investissements entre les quatorze régions, approfondissant ainsi notre analyse.

Le PTIP 2017-2019 s'inscrit dans une perspective de contribution à l'atteinte des Objectifs du Développement durable (ODD) et de réalisation optimale du Plan Sénégal émergent (PSE).

La région de Dakar, à elle seule, totalise un ensemble de 74 sur 319 projets comptabilisés pour l'ensemble des régions soit 23,20%. Elle constitue avec Saint-Louis (23 projets) et Fatick (23) les régions classées au-dessus de la moyenne qui est de 22 projets. Les régions de Kolda (22 projets), Kaolack (22 projets), Tambacounda (21 projets), Ziguinchor (19 projets), Louga (19 projets), Thiès (19 projets), Diourbel (18 projets), Kédougou (16 projets), Kaffrine (15 projets), Sédhiou (15 projets), Matam (13 projets) sont proches de la moyenne.

Par ailleurs, cette analyse fait état d'une forte concentration des projets prévus dans les secteurs quaternaire (47,15%) et primaire (31,83%), avec des taux d'exécution respectifs de 45,17% et 19,35%. En termes de volume d'investissement, le secteur quaternaire vient en première position avec 31,43%, suivi du secteur tertiaire 30,66%, puis le secteur primaire 30,26% et enfin le secteur secondaire 7,65%

De façon générale, l'étude révèle de fortes disparités spatiales et sectorielles ainsi qu'une grande concentration des projets et programmes du PTIP 2017-2019 au niveau de la région de Dakar. Cependant, la convergence entre les orientations des régions en matière de développement avec le contenu du PTIP a été effective pour la quasi-totalité des régions.

Sommaire

Liste des Graphiques.....	i
Liste des Cartes.....	i
Liste des Tableaux.....	ii
Liste des Sigles et Abréviations	iii
Résumé	iv
Sommaire	v
Avertissement.....	vii
Introduction	35
I. Analyse du PTIP global	37
1.1. Secteur primaire	38
1.2. Secteur secondaire	38
1.3. Secteur tertiaire	38
1.4. Secteur quaternaire.....	38
II. Analyse de la répartition régionale des investissements par secteur et sous-secteurs.....	39
2.1. Région de Dakar	39
2.2. Région de Saint-Louis	42
2.3. Région de Thiès.....	46
2.4. Région de Louga	49
2.5. Région de Ziguinchor.....	52
2.6. Région de Sédhiou	54
2.7. Région de Matam.....	57
2.8. Région de Tambacounda	59
2.9. Région de Diourbel.....	63
2.10. Région de Kolda.....	66
2.11. Région de Kaolack.....	68
2.12. Région de Fatick	37
2.13. Région de Kaffrine	39
2.14. Région de Kédougou	42
III. Analyse des disparités du PTIP 2017	45
3.1. Analyse Spatiale de la répartition des Projets	45
3.2. Analyse sectorielle de la répartition régionale des Projets	46
IV. Analyse de la répartition par secteur et sous-secteur des projets de l'exercice 2017 du PTIP	49
4.1. Le Secteur primaire.....	49
4.1.1. Agriculture	49
4.1.2. Élevage.....	50
4.1.3. Eaux et Forêts	50
4.1.4. Pêche.....	51
4.1.5. Hydraulique rurale et agricole	51
4.1.6. Études et Recherches du Primaire	51
4.1.7. Appui institutionnel, Renforcement et Assistance Technique/Primaire	51
4.2. Le secteur secondaire	52
4.2.1. Énergie.....	52
4.2.2. Mines.....	53
4.2.3. Industrie	53
4.3. Le secteur tertiaire	54
4.3.1. Commerce	54
4.3.2. Tourisme.....	55
4.3.3. Transports routiers	55
4.3.4. Transports ferroviaires.....	56
4.3.5. Transports maritimes.....	56
4.3.6. Transports aériens.....	56
4.3.7. Poste, Télécommunication et Information	57
4.3.8. Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire	57

4.5. Le secteur quaternaire	58
4.5.1. Hydraulique urbaine et Assainissement	58
4.5.2. Culture, Jeunesse et Sport	59
4.5.3. Urbanisme, Habitat et Cadre de vie.....	59
4.5.4. Santé et nutrition	60
4.5.5. Éducation et formation	60
4.5.6. Développement social	61
4.5.7. Équipement administratif.....	61
4.5.8. Etudes et recherche/Quaternaire	61
4.5.9 Appui institutionnel ,Renforcement et Assistance Technique/Quaternaire.....	62
Conclusion.....	63

Avertissement

L'objet du présent rapport est de faire le suivi, pour l'exercice 2017, des différents projets inscrits dans le PTIP 2017-2019, pour en apprécier les niveaux d'exécution financière. L'étude comporte toutefois des limites compte tenu de la diversité des sources (interne et externe) de financement des projets. En effet, il faut signaler que **certains financements externes ne sont pas retracés par le Système intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFIP) et leurs statistiques relatives aux montants exécutés par les partenaires techniques et financiers ne sont pas disponibles**. Ainsi, les taux d'exécution sont calculés à partir seulement des ressources retracées grâce aux SIGFIP.

Ce manquement, consécutif à l'indisponibilité de statistiques financières exhaustives, explique dans certains cas la faiblesse des taux d'exécutions de projets partiellement financés par des ressources externes. Le rapport fait état **du faible nombre de projets spécifiques dans certaines régions; cela ne signifie pas que ces régions n'ont reçus que ces investissements mais plutôt révèle des difficultés à identifier la part régionale dans l'investissement des projets d'envergure nationale ou multirégionale**.

Dans le présent document, sont appelés « Projets d'envergure nationale », les projets gérés au niveau central et qui intéressent les quatorze régions du pays et « Projets multi-région » ceux qui concernent au moins deux régions et pour lesquels les tranches leur concernant ne sont pas connues.

Les « Projets régionaux » sont entièrement localisés dans une région et les « Projets régions inconnues » sont ceux centralisés à destination régionale non préalablement identifiée.

Introduction

Depuis 2014, le Sénégal s'est engagé sur la voie de l'émergence et l'approfondissement de sa politique de décentralisation avec la nouvelle réforme¹ nommée « Acte 3 de la décentralisation », qui s'inscrit dans une vision stratégique de développement territorial.

Cette réforme vise à mettre en cohérence les interventions au niveau des territoires et à assurer une meilleure participation des différentes catégories d'acteurs territoriaux conformément aux orientations définies dans le Plan Sénégal émergent (PSE).

Le Programme triennal d'investissements publics (PTIP) ou loi-programme est l'instrument de concrétisation, en termes d'investissements, des orientations et stratégies définies par le Plan. Élaboré pour une durée de trois (3) ans, ajustable et glissant, il constitue le maillon opérationnel du Système national de planification (SNP). Sa partie exécutoire constitue le Budget consolidé d'investissement (BCI) d'une durée d'un an.

Le PTIP comprend, par secteur d'activités, tous les projets et programmes d'investissements de l'État. Son double caractère ajustable et glissant réside dans le fait qu'il permet de sortir les projets exécutés, d'en introduire d'autres et de réajuster ainsi la programmation.

Le PTIP est soumis pour vote à l'Assemblée Nationale, en tant que projet de « loi portant approbation du Programme triennal d'Investissements publics » et intégrant la loi de finances.

La présente étude est une analyse de la répartition territoriale et sectorielle des investissements prévus dans le cadre du PTIP 2017-2019. Elle contribue à établir le bilan des investissements de l'Etat dans l'ensemble des régions du Sénégal en 2017 et à mettre en exergue des investissements programmés et exécutés dans les régions. En outre, elle permet de procéder à la vérification de la conformité des projets retenus avec les orientations définies dans les régions.

Pour l'exercice 2017, **six cent quatre-vingt-cinq (685) projets** sont dénombrés, pour un montant global programmé de **1 533,49027 milliards de FCFA**.

La démarche méthodologique utilisée pour l'élaboration de ce rapport d'analyse du PTIP régionalisé 2017-2019 comporte plusieurs étapes. Ce processus s'est déroulé avec les

¹ Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code général des collectivités locales, modifiée par la loi n° 2014-19 du 24 avril 2014.

contributions des Services régionaux de Planification (SRP) et l'exploitation du document portant bilan d'exécution du PTIP de la Direction générale du Budget (DGB).

Ce rapport sur l'analyse de l'exercice 2017 du Programme Triennal d'Investissements Publics 2017-2019 régionalisé est composé de quatre parties:

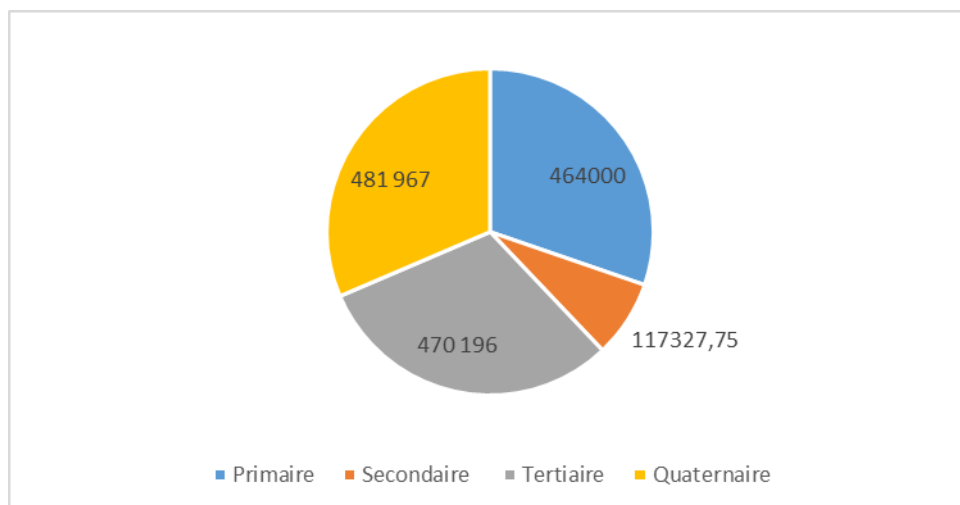
- la première partie aborde l'analyse du PTIP global;
- la deuxième est consacrée à l'analyse de la répartition régionale des investissements par secteur et sous-secteur;
- la troisième partie est relative à l'analyse des disparités spatiale et sectorielle;
- et la quatrième partie porte sur l'analyse de la répartition sectorielle du PTIP 2017.

I. Analyse du PTIP global

Pour l'exercice 2017, le coût global, de l'ensemble des projets inscrits au Programme Triennal d'Investissement Public (PTIP) 2017-2019, est estimé à **1533,49027 milliards de FCFA**. Il met en exergue les objectifs stratégiques majeurs de la politique générale du Gouvernement, la cohérence des investissements programmés par rapport aux priorités de développement économique et social et aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Dans cette perspective, il est la traduction des trois (3) axes stratégiques de la politique du Gouvernement: (i) transformation structurelle de l'économie et croissance; (ii) capital humain, protection sociale et développement durable et (iii) la gouvernance, les institutions, la paix et la sécurité. En effet, les différents projets et programmes qui le composent concourent à la réalisation d'une croissance soutenue, durable et inclusive. Ils participent également à la consolidation des bases d'une gouvernance démocratique, transparente, plus rigoureuse, plus efficace, basée sur la satisfaction des besoins prioritaires des populations. Ces projets et programmes renforcent la lutte contre les injustices sociales tout en promouvant la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques, en vue de donner une plus grande impulsion au développement des terroirs.

Le nombre total de projets est de 685 dont trois cent soixante-six (366) pour le niveau national et multi régions soit 53,43%, et 319 pour le niveau régional soit 46,57 %. En termes de volume d'investissement le niveau national obtient 495 747,70 millions de FCFA, soit 32,32% du total du PTIP. Suivant les secteurs, la répartition des investissements se présente comme suit:

GRAPHIQUE 1 :Répartition globale de l'investissement selon les secteurs



Source : SIGFIP 2017/DGB et calculs DP2018

1.1. Secteur primaire

Le secteur primaire enregistre 218 projets pour un volume d'investissement de 464 000 millions de FCFA. Le niveau national regroupe 31,65% des projets du secteur primaire pour un volume d'investissement de 27 294,23 millions de FCFA. Le secteur continue de bénéficier de grands investissements compte tenu de l'importance qui lui est accordé pour sa contribution significative à la création de la richesse nationale et sa capacité de redistribution de revenus, eu égard au nombre important d'acteurs sociaux qu'il mobilise. Cette part importante du secteur primaire révèle aussi la faible transformation structurelle de l'économie.

1.2. Secteur secondaire

La part du secondaire (117 327,75 millions de FCFA), relève du souci du Gouvernement de pallier au déficit de production et de distribution d'électricité. Il s'est agi ainsi d'augmenter le taux d'accès à l'électricité en milieu rural et d'assurer la qualité de la fourniture d'électricité. Toutefois comparé aux autres secteurs, les investissements dans le secondaire restent environ quatre fois plus faibles. Le sous-secteur de l'énergie bénéficie de la part la plus importante d'un montant de 103 193 millions de FCFA soit 87,95% du total du secteur. Cette importante proportion souligne la priorité accordée à l'énergie compte tenu de son rôle fondamental dans les sous-secteurs productifs.

1.3. Secteur tertiaire

La part allouée au secteur tertiaire est estimée à 470 196 millions de FCFA revient au secteur tertiaire, soit 30,66% du total de la programmation, avec quatre-vingt-dix-huit (98) projets. Près de 332 631 millions de FCFA soit 70,74% sont alloués aux infrastructures routières et aux pistes rurales pour améliorer la mobilité urbaine et rurale. La mise en place des conditions indispensables au développement durable du territoire par l'intensification des réseaux routiers, déclinés dans l'option du Gouvernement, justifie ce choix.

1.4. Secteur quaternaire

Le secteur totalise trois cent vingt-trois (323) projets pour un montant prévisionnel de 481 966,52 millions, soit 31,43% de l'exercice 2017 contre 401284 millions en 2016 (29,63% de l'exercice 2016). L'augmentation de la part allouée au secteur quaternaire peut s'expliquer par la poursuite de la mise en œuvre de projets et programmes dans le domaine social notamment la Caisse autonome de Protection sociale universelle (CAPSU) pour la prise en charge (i) d'une couverture maladie de base, (ii) d'un Revenu minimum Vieillesse, (iii) de la

Bourse de Sécurité familiale, et (iv) de la phase d'urgence du Programme décennal de Lutte contre les Inondations (PDLI).

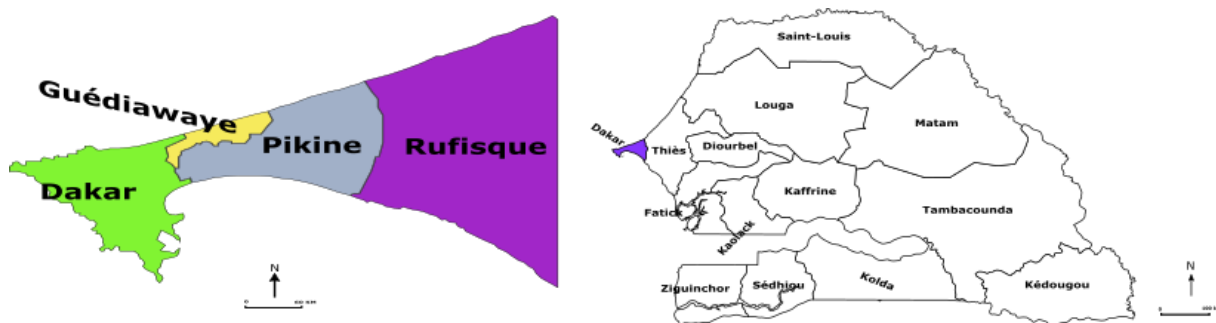
II. Analyse de la répartition régionale des investissements par secteur et sous-secteurs

L'analyse de la répartition régionale des investissements par secteur et sous-secteurs de l'exercice 2017 du PTIP 2017-2019 permettra de faire ressortir une éventuelle disparité en termes d'allocation régionale des investissements et de dénombrer les projets des sous-secteurs pour chaque région.

2.1. Région de Dakar

La région de Dakar est située à l'extrême ouest de la Presqu'île du Cap-Vert, au bord de l'Océan Atlantique. C'est la capitale politique, économique du Sénégal. Elle est caractérisée par une macrocéphalie due à l'exode rural et à sa position de zone de transit pour l'émigration internationale. En 2017, la population dakaroise était estimée à 3 429 370 habitants soit plus du quart de la population du Sénégal qui se chiffre à 14 796 469 habitants. Cette population est légèrement dominée par les femmes qui en représentent 50,4%. Avec une densité de 5879 habitants/km² largement supérieure à la moyenne nationale de 75 habitants /km², la région de Dakar s'étend sur une superficie de 550km² soit 0,28% du territoire national et abrite environ 25% de la population du pays.

CARTE 1 Région de Dakar

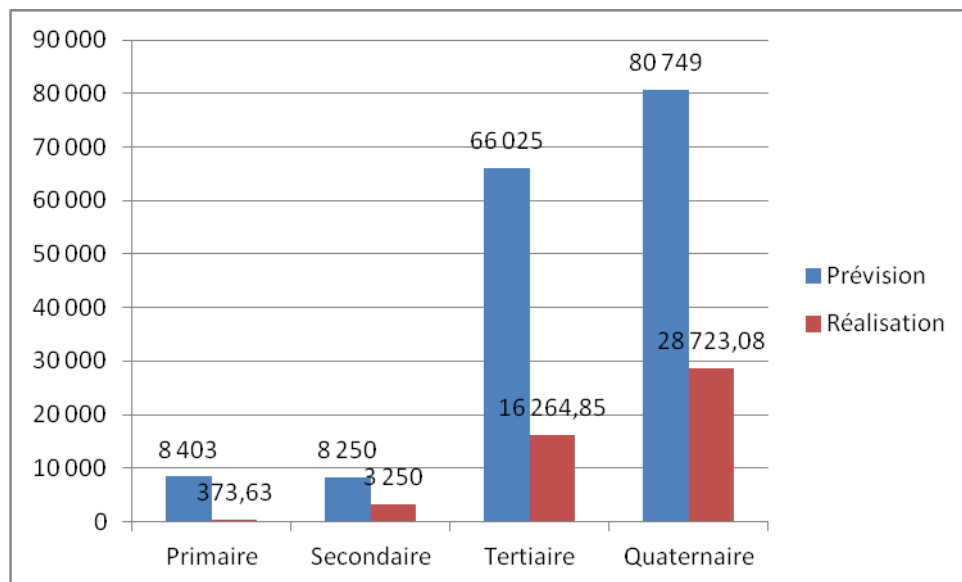


Source : Direction de la Planification, 2017.

Pour le PTIP 2017, Dakar compte soixante-quatorze (74) projets pour une enveloppe financière prévisionnelle de 163 427 millions de FCFA. La région de Dakar bénéficie toujours du plus important montant prévisionnel par rapport aux autres régions. Ce qui peut s'expliquer par son poids démographique qui exerce une forte demande sociale, de mobilité et la concentration des institutions publiques sur son territoire.

Les investissements prévisionnels par secteur sont ainsi répartis : quaternaire (80 749 millions de FCFA), tertiaire (66 025 millions de FCFA), primaire (8 403 millions de FCFA) et le secondaire (8 250 millions de FCFA).

GRAPHIQUE 2 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Dakar



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018.

Les secteurs quaternaire (80 749 millions de FCFA) et tertiaire (66 025 millions de FCFA) ont les plus grandes parts, suivis du primaire (8 403 millions de FCFA) dont l'essentiel des prévisions est alloué au sous-secteur « agriculture » avec 5 542 millions de FCFA, soit 65,95% du montant programmé. L'agriculture à Dakar reste dominée par la production maraîchère en raison des fortes potentialités caractérisées par des facteurs physiques et climatiques favorables au développement de cette activité (sols hydro morphes, mousson, alizé maritime, nappe phréatique peu profonde). Les superficies maraîchères sont estimées à 66,67% des exploitations horticoles régionales. Elles sont ainsi réparties: 10% à Dakar, 20% à Pikine-Guédiawaye et 70% à Rufisque. La production maraîchère représente 25% de celle nationale. Elle connaît quelques difficultés liées à l'accès à l'eau, mais surtout la forte pression sur les terres agricoles notamment avec l'urbanisation galopante autour des pôles urbains et la construction des autoroutes, l'accès difficile aux financements, la cherté des intrants, l'insuffisance d'infrastructures de conservation et le faible développement des chaînes de valeur des produits horticoles.

Pour l'élevage de manière générale, deux (2) systèmes coexistent : d'une part le traditionnel extensif notamment dans le département de Rufisque et d'autre part le semi intensif dont l'encadrement est essentiellement assuré par les vétérinaires privés. Ceci favorisant son

expansion tout en lui faisant jouer un rôle important dans l'approvisionnement de la capitale en produits d'élevage. Ce sous-secteur a bénéficié d'un montant prévisionnel de financement 1 272 millions de FCFA mais avec un taux de réalisation très faible de 5,32%.

La part de l'industrie (39,39% du secondaire) n'est pas négligeable, cela par le fait que Dakar est un centre industriel et constitue pour l'essentiel le lieu des échanges commerciaux en raison des opportunités qu'offre son port autonome. Elle est en tête de toutes les autres régions du pays sur le plan démographique, économique et en termes d'équipements. En effet, elle concentre la quasi-totalité des infrastructures et plus du quart de la population nationale.

Le secteur tertiaire reste dominé, par les transports ferroviaires avec 32 000 millions de FCFA soit 48,46%, suivi des transports routiers pour un montant d'investissement de 22 250 millions de FCFA soit 33,70% avec un taux de réalisation de 39,55%. Ces deux (2) sous-secteurs regroupent à eux seuls les 82,16% du secteur.

Quant au quaternaire, il regroupe cinquante-trois (53) projets pour une prévision de 80 749 millions de FCFA. Les sous-secteurs « hydraulique urbaine et assainissement », « éducation formation » et « culture-jeunesse-sports » en sont les plus pourvus avec des montants respectifs de 18 700 millions de FCFA soit 23,15%, 18 050 millions de FCFA soit 22,35%, et 14 918 millions de FCFA soit 18,47%. Cette orientation suit la demande sociale qui émane de ces sous-secteurs pour assurer l'accès des populations aux services sociaux de base qui sont des fondements à l'épanouissement et au bien-être des populations. La forte concentration démographique dans la région de Dakar explique entre autres la priorité qui lui a été accordée en terme d'investissements. Toutefois, des efforts sont à consentir en vue de mieux répondre aux exigences sociales.

Les sous-secteurs « équipements administratifs » et « étude/recherche », sont par contre moins représentés avec respectivement 7 524 millions de FCFA soit 9,31% et 2 207 millions de FCFA soit 2,7%.

TABEAU 1 Principaux projets de la région de Dakar

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets	Observations
33 005	Dakar	Transformation structurale de l'économie et croissance	VDN 2 ^{ème} et 3 ^{ème} section CICES golf de Guédiawaye Tivaoune peulh y compris la bretelle d'accès au village de Tivaouane peulh	6 000 000 000 FCFA	-----
33 191			Construction de voiries autour de l'institut cheikh Ahmadou Bamba a Colobane-Dakar	2 000 000 000 FCFA	-----
41 024		Capital humain, Protection sociale et développement durable	Projet de dépollution de la baie de Hann	2 000 000 000 FCFA	financement de 864 millions FCFA acquis de la BAD pour les études
44 009			Réhabilitation équipement maternité le Dantec	1 150 000 000 FCFA	Travaux réalisés à 82%, exécution financière à 99%, sur un financement disponible de 1 milliard 589 millions
41 616			Assainissement des eaux usées de la commune de Cambérène	800 000 000 FCFA	160millions acquis de la BOAD, offres des entreprises en cours d'évaluation

Source : PTIP 2017-2019

Il ressort de l'analyse de la situation de la région de Dakar, une nécessité:

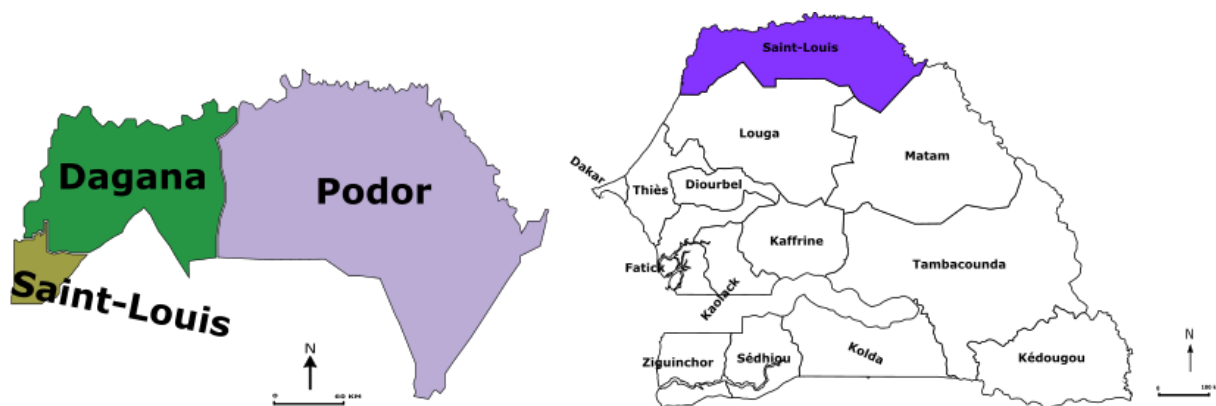
- d'accélération des procédures de réalisations des programmes d'investissements retenus pour la région;
- de mener un suivi régulier des chantiers afin de mieux cerner les effets des investissements mis en œuvre pour un développement plus durable.

2.2. Région de Saint-Louis

La population de Saint-Louis est estimée à 1 009 170 habitants en 2017 soit 7% de la population totale du Sénégal, et s'étend sur 19 241 km² avec une densité de 52hbs/km². La région est caractérisée par la jeunesse de sa population. Les moins de 15 ans constituent 43,3% contre 51% d'adultes (15-59 ans). Il est à noter que les personnes âgées (60 ans et plus)

constituent 5,7 % de la population régionale. Ce taux de dépendance élevé induit des besoins énormes dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'éducation et de l'emploi.

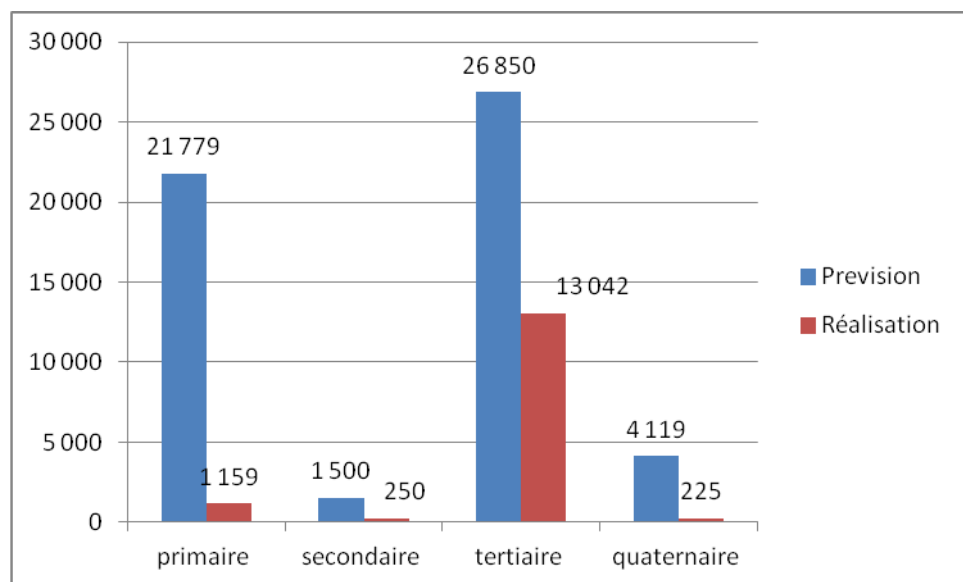
CARTE 2 Région de Saint-Louis



Source : Direction de la Planification, 2017.

La région de Saint Louis compte vingt-trois (23) projets pour une prévision financière de 54 248 millions de FCFA contre 24 projets en 2016 pour une prévision financière de 51 490 millions de FCFA². Soit une augmentation de la prévision de 5%. Dans ces programmations, le tertiaire et le primaire ont bénéficié de parts plus importantes. Elles sont respectivement de 26 850 millions de FCFA, et de 21 779 millions de FCFA, suivi du quaternaire 4 119 millions de FCFA. Le secondaire est moins doté avec 1 500 millions de FCFA.

GRAPHIQUE 3 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Saint-Louis



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018.

² voir rapport PTIP SRP 2016

Le sous-secteur des « transports routiers » bénéficie des 90,13% des prévisions du tertiaire pour un montant de 24 200 millions de FCFA avec un taux de réalisation de 53,72%. Quant au sous-secteur du tourisme, il a un financement d'un montant de 2 650 millions de FCFA avec un taux de réalisation assez bas de 1,58% ce qui est un paradoxe par rapport aux diverses potentialités du sous-secteur dans la région: une frange maritime, un fleuve navigable, deux parcs nationaux mondialement connus et une réserve de faune; un patrimoine historique et architectural traditionnel et colonial, un aéroport international, etc. Au regard de ces potentialités, des efforts doivent être faits en ce qui concerne l'exécution des projets afin de faire bénéficier pleinement la région de ses atouts touristiques.

Pour le secteur, primaire l'importance du montant prévisionnel alloué peut s'expliquer par le fait que l'année 2017 coïncide avec la fin de la mise en œuvre du Programme d'Accélération de la Cadence et de l'Agriculture sénégalaise (PRACAS) I et du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR) révisé. Ce dernier porte, pour l'essentiel, sur la mise en œuvre de mesures et d'activités visant une valorisation optimale des superficies potentiellement exploitables en riziculture au niveau des 5 bassins rizicoles du Sénégal. Son objectif global est d'arriver en 2017 à une totale satisfaction de la demande nationale en riz blanc de bonne qualité estimée à 1 080 000 tonnes, soit 1 600 000 tonnes de paddy. La région de Saint-Louis occupe 75% des superficies cultivées dans la vallée (28 811 ha). En effet la production de l'hivernage 2017-2018 est estimée à 127 224 tonnes sur un objectif de 252 000 tonnes, soit un taux de réalisation de 50%. L'objectif de production de 792 375 tonnes de riz en 2017 a été atteint à 51%. Cette situation a poussé le comité de pilotage du PNAR à revoir à la baisse l'objectif afin de tenir compte d'un certain nombre de contraintes telles que les lenteurs dans le démarrage et l'exécution des travaux d'aménagements, les procédures de passation de marché, les entreprises défaillantes, etc. Par ailleurs les potentialités qu'offre la région de Saint-Louis pour le développement de l'horticulture dans les terres irriguées sur le long du fleuve Sénégal sont des opportunités à saisir pour accompagner le développement de la région. C'est pourquoi ce secteur mérite plus d'investissements.

Pour le quaternaire, le sous-secteur « santé et nutrition », bénéficie d'un montant de 3 922 millions de FCFA avec un faible taux de réalisation (5,74%). En effet, la carte sanitaire de la région est bâtie autour de la région médicale, qui compte 3 centres hospitaliers et 7 centres de santé. Cette carte sanitaire confirme le classement de la région au second rang, après Dakar,

avec une couverture géographique en infrastructures sanitaires globalement équilibrée entre les départements dont 45% à Podor, 28% à Dagana et 27% à Saint-Louis.³

Le montant le moins important a été attribué au secteur secondaire (1 500 millions de FCFA), avec un taux de réalisation très faible (16,67%). Et n'a bénéficié d'un seul projet dans le sous-secteur énergétique, malgré l'importance du tissu industriel de la région.

TABEAU 2 Principaux projets de la région de Saint-Louis

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux Projets	Données financières des Projets en FCFA	Observations
11050	Saint - Louis	Transformation structurelle de l'économie et croissance	Projet de Développement inclusif et Durable De l'agro-business au Sénégal (PDIDAS)	3.540.000.000	PDIDAS a pour objectif de développer une agriculture commerciale inclusive et une gestion durable des terres dans les zones du Ngalam et du Lac de Guier.
11053			Fonds d'entretien et de Maintenance des Infrastructures Hydro- agricoles	1.000.000.000	Fonds constitués pour une durée de trois ans afin de financer l'entretien des aménagements structurants, des périmètres et équipements hydrauliques et des infrastructures d'intérêt général
11090		Capital humain, Protection sociale et développement durable	Programme National d'autosuffisance en riz phase II (PNAR II)	1.500.000.000	Les 800ha de la phase I sont terminés. Par ailleurs les travaux se poursuivent à Dagana
44173			Programme de santé de base dans les régions nord du Sénégal	2.272.000.000 FCFA	-----

Sources : PTIP 2017-2019

³ Plan régional de développement intégré (PRDI) 2013-2018 Saint Louis.

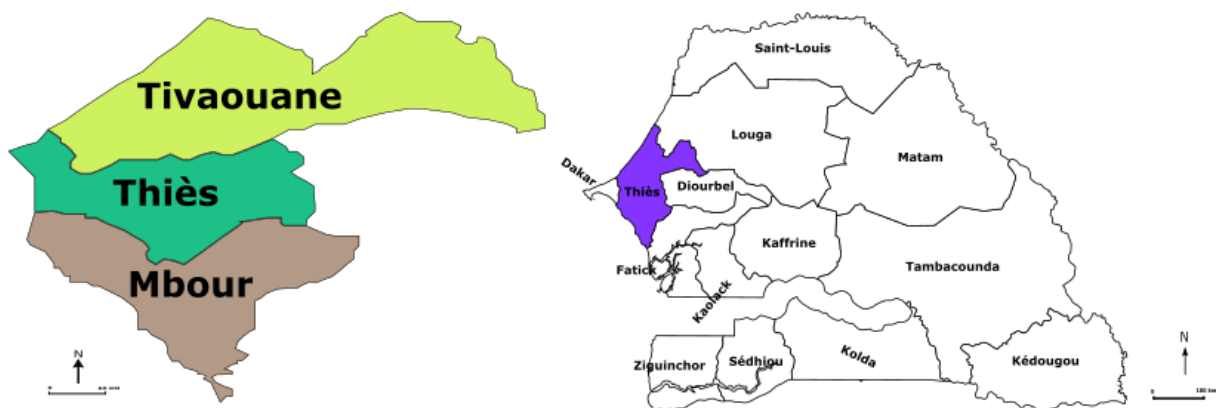
Les investissements importants dont la région a bénéficié contribuent aujourd'hui à dynamiser l'économie régionale, à accélérer le désenclavement des localités et à contribuer à l'amélioration des conditions de vie, le développement de stratégies appropriées de réduction des risques liées aux changements climatiques, une meilleure implication des communautés et autres acteurs territoriaux dans les stratégies de préservation de l'environnement dans tous les secteurs socioéconomiques et de la sécurité .

Les efforts devront être poursuivis à travers l'accélération des projets en retard et la mise en œuvre de ceux en instance de démarrage et pour lesquels les financements sont déjà mobilisés.

2.3. Région de Thiès

La population de la région est estimée à 1 995 037 habitants en 2017 soit environ 13,5% du total national, sur une superficie de 6601 km². Avec une population jeune qui est composée majoritairement d'hommes (50,11%).

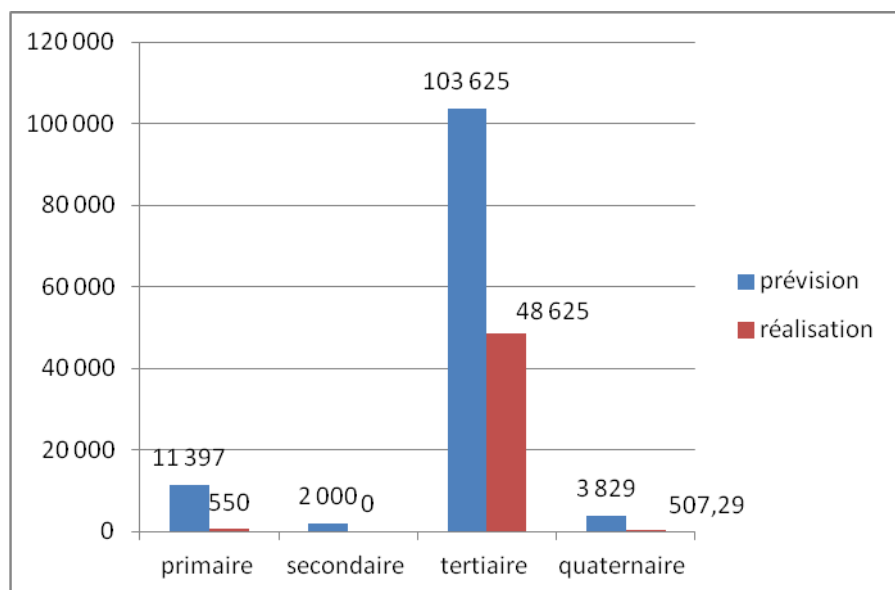
CARTE 3 Région de Thiès



Source : Direction de la Planification, 2017.

La région de Thiès compte dix-neuf (19) projets avec un montant prévisionnel de 120 851 millions de FCFA, réparti comme suit : secteur tertiaire 103 625 millions de FCFA soit en pourcentage 85,75%, primaire (11 397 millions de FCFA soit 9,43%), quaternaire (3 829 millions de FCFA soit 3,16%), enfin le secondaire (2 000 millions de FCFA soit 1,70%).

GRAPHIQUE 4 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Thiès



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018.

Le montant prévisionnel alloué au secteur tertiaire est plus important (103 625 millions de FCFA), réalisé à hauteur de 46,92%, suivi de loin par le primaire avec 11 397 millions de FCFA. L'importance du tourisme et du transport dans la région peuvent justifier la prédominance des services. Les sous-secteurs « transports routiers » et « transports ferroviaires » portent le secteur avec des montants respectifs de 64 900 millions de FCFA et 32 000 millions de FCFA.

Pourtant, grâce à ses potentialités maraichères, le primaire joue un rôle important dans la région. L'agriculture occupe une place stratégique dans le développement économique et social de la région de Thiès et une bonne partie de la population. Elle concentre près de 12,8% des ménages agricoles du Sénégal et constitue ainsi la région qui concentre le plus de ménages agricoles devant les régions de Louga (9,5%) et Saint louis (9,4%). Cette région se caractérise par une grande diversité des sols, avec la présence des Niayes, des structures de formation et d'encadrement spécialisées dans le domaine agricole (ENSA, ISFAR, ISEP...), la présence de Domaines Agricoles Communautaires (DAC). Il s'y ajoute une importante réserve de terres cultivables non encore exploitée. Ainsi, la région de Thiès regorge de plusieurs atouts qui doivent militer en faveur de l'augmentation des investissements dans ce secteur.

C'est une région est à vocation maraîchère et fruitière dans la zone côtière des Niayes⁴, arachidière arboricole et de manioc dans la zone centre avec une nette orientation vers l'horticulture; la zone Sud est, quant à elle, à vocation maraîchère et vivrière.

Face à certaines difficultés telle qu'une timide industrialisation des produits agricoles, les modestes moyens de production comme l'énergie dont souffrent les unités de transformation, le difficile accès au financement, la difficulté à maîtriser l'eau tant pluviale que celle des forages agricoles, le difficile accès aux intrants de qualité, etc., il s'avère urgent de renforcer la politique agricole visant à valoriser les productions et à les rendre compétitives.

Concernant le quaternaire, les sous-secteurs « urbanisme – habitat – cadre de vie » et « décentralisation » portent le secteur avec 2 929 millions de FCFA, mais avec un taux de réalisation assez faible de 7,32%. Le sous-secteur « éducation et formation connaît un taux de réalisation de 50%. Depuis deux ans, aucune réalisation dans le quaternaire ni dans le secondaire n'a pas été relevée dans le fichier de gestion du système de gestion des finances publiques (SIGFIP).

Pourtant, le secteur secondaire est bien considéré comme un important levier pour impulser le développement économique de la région, avec un montant d'investissement de 2 000 millions de FCFA. Il est à souligner pour rappelle que l'année 2016 a été programmée pour un montant de 3 000 millions.

TABEAU 3 Principaux projets de la région de Thiès

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets	Observations
12 038	Thiès	Capital humain, Protection sociale et développement durable	Programme spécial de Tivaoune construction des abattoirs à Tivaoune	400.000.000FCFA	----- -
45 227			Projet de construction du Lycée professionnel de Sandiara	500. 000 .000 FCFA	-----

Sources : PTIP 2017-2019

⁴ Note d'analyse sur Les opportunités d'affaires dans La Région de Thiès, octobre 2015

Pour son développement, la région devra davantage bénéficier d'investissements structurants, d'une amélioration de l'accès aux services sociaux de base, mais aussi de soutien aux activités génératrices de revenus surtout dans les zones rurales

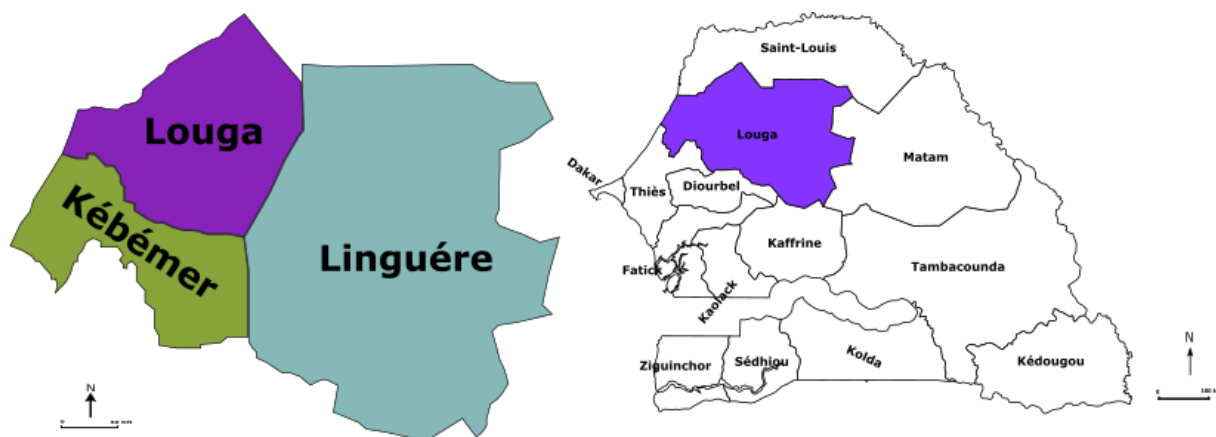
De même au regard de ses potentialités, il est aussi nécessaire de renforcer les investissements pour stimuler les activités agropastorales, la pêche, le tourisme, l'exploitation minière, l'artisanat ainsi que le développement de chaînes de valeurs et d'unités de transformation et de production de services.

Grâce à sa proximité d'infrastructures aéroportuaire (AIBD) et autoroutière modernes (Ila Touba et bientôt l'autoroute côtière qui va relier Dakar à Saint Louis en passant par Thiès), la région de Thiès peut jouer un rôle majeur dans l'éclosion de nouvelles plateformes industrielles et de services innovants.

2.4. Région de Louga

La population de la région de Louga est estimée à 1 004 401 habitants, soit environ 6,8% de la population du Sénégal avec une densité de 40,35 hbts au km² et s'étend sur une superficie de 24 847 km².

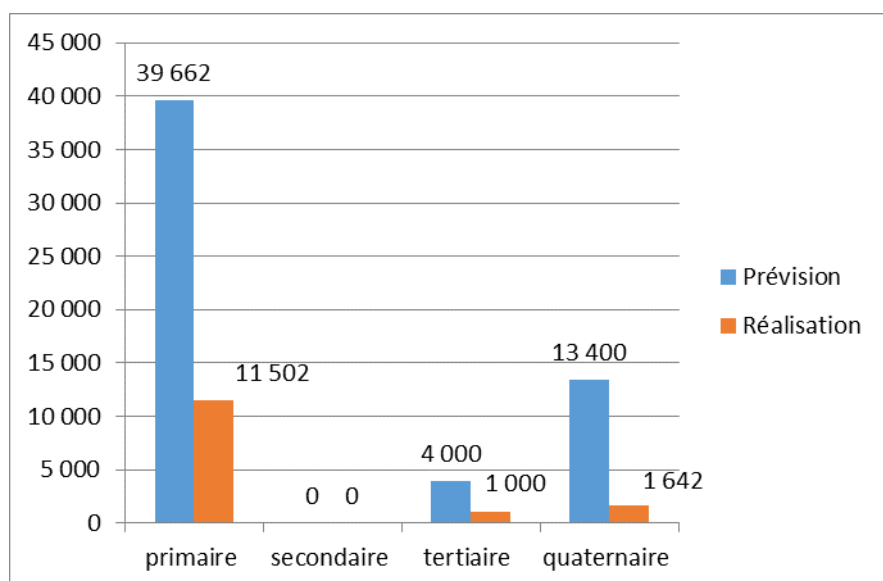
CARTE 4 REGION DE LOUGA



Source : Direction de la Planification, 2017.

Un total de dix-neuf (19) projets est dénombré à Louga avec une enveloppe financière prévisionnelle de 57 062 millions de FCFA. Du point de vue sectoriel, la répartition s'effectue comme suit: le primaire (39 662 millions de FCFA soit 69,50%), le quaternaire (13 400 millions de FCFA soit 23,48%) et le tertiaire (4 000 millions de FCFA soit 7%).

GRAPHIQUE 5 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Louga



Source: SIGFIP 2017/DCEF et calculs DP 2018.

Le sous-secteur agricole est plus doté avec un montant de 30 142 millions de FCFA soit 75,99% du secteur primaire, suivi de l'élevage (6 570 millions de FCFA). Cette répartition peut s'expliquer par le fait que la région de Louga est une zone à vocation agrosylvopastorale. L'économie régionale est tirée par le secteur primaire avec une prédominance des sous-secteurs de l'agriculture de l'élevage et de la pêche pratiquée dans sa partie ouest. Ces trois dernières années, la production céréalière et arachidière a connu une augmentation considérable avec d'importants efforts réalisés par l'État et les projets et programmes. Mais la dégradation des terres, le faible niveau d'équipements agricoles et les aléas climatiques hypothèquent les rendements des cultures pluviales. Cependant, le maraîchage prend de l'ampleur, surtout dans les zones inter dunaires du littoral.

L'élevage occupe avec l'agriculture plus de 80% de la population. Il est de type extensif avec une forte transhumance eu égard à l'existence des zones de parcours, mais surtout de l'insuffisance de la pluviométrie qui ne permet pas le développement du tapis herbacé. À cela, il faut ajouter les feux de brousse qui ravagent le peu d'herbe qui subsiste à la fin de l'hivernage. Toutefois, les réalisations de la Grande Muraille verte ont commencé à renverser les tendances. En effet, des centaines d'hectares de réserves de fourrages sont constituées dans certains sites mis en place et protégés par la Grande muraille verte avec l'appui des Eaux et forêts et des populations locales.

Aucun projet n'a été décelé au niveau du secteur secondaire. La région est caractérisée par une quasi absence d'unités industrielles et fait face à des difficultés structurelles, même si d'autre part l'artisanat d'art et de confection jouit d'une réputation relativement bonne.

Pour le secteur tertiaire, seul le sous-secteur « transport routiers » a bénéficié d'investissements pour un montant de 4 000 millions de FCFA, avec un taux de réalisation de 25%.

Dans le quaternaire, le sous-secteur « hydraulique urbaine et assainissement », porte le secteur avec un montant de 10 200 millions de FCFA, avec un taux de réalisation assez faible de 14,38%. Le sous-secteur « santé et nutrition », a bénéficié d'un montant peu important (3 200 millions de FCFA), avec un taux de réalisation très faible (5,47%).

TABLEAU 4 Principaux projets de la région de Louga

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets	Observations
15053	Louga	Capital humain, Protection sociale et Développement durable	Projet d'adduction d'eau Potable et d'assainissement du Lac de Guirs	400.000.000. FCFA	-----
41091			Projet De Construction D'une Troisieme Usine De Traitement D'eau A Keur Momar Sarr Et Ses Renforcements En Aval (Kms3)	8.500.000.000	-----
44182			Construction Et Equipement Centre De Sante De Coky	600.000.000 FCFA	-----
44219			Equipement Centres De Reinsertion Sociale De Kk Et Darou Mousty	100.000.000 FCFA	-----

Sources : PTIP 2017-2019

Pour la région de Louga les actions devront porter sur :

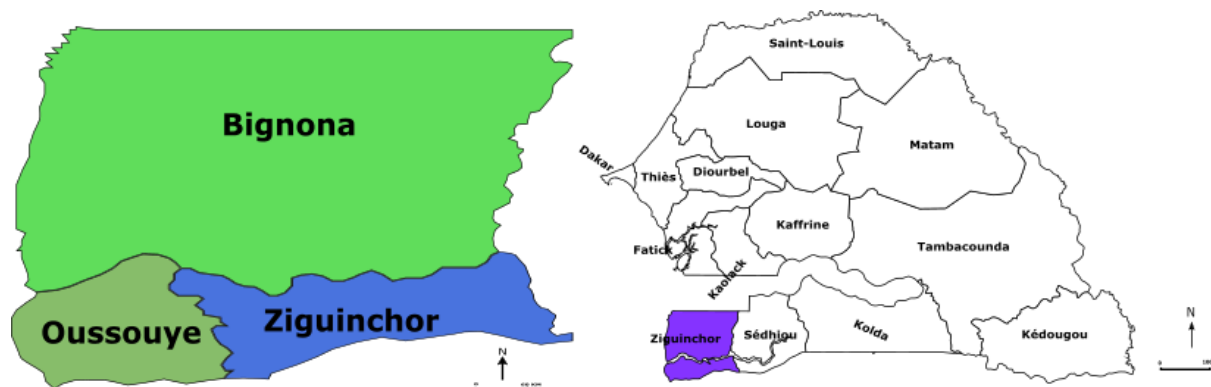
- l'exécution diligente des programmes de renforcement des productions agricoles, de développement des filières de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- la modernisation des infrastructures de pêche et de transformation des produits par la construction de quais de pêche et d'aires de transformations aux normes ;
- le développement des infrastructures d'assainissement, de la voirie des communes ;

- la densification de la carte sanitaire et le relèvement des plateaux techniques des structures de santé.

2.5. Région de Ziguinchor

La région de Ziguinchor s'étend sur de 7 332 km², pour une population estimée à 621 168 habitants en 2017, avec une densité de 75 hbs/km².

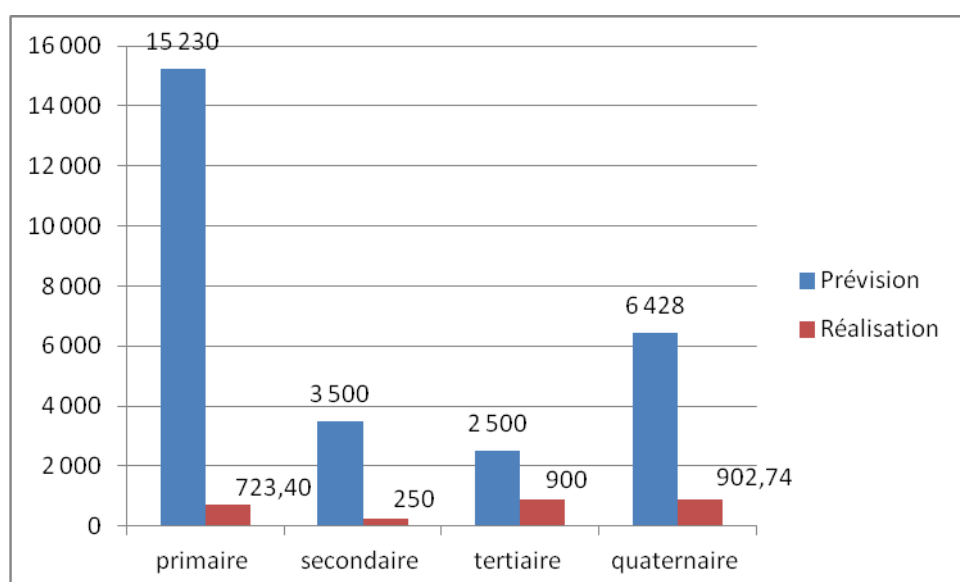
CARTE 5 Région de Ziguinchor



Source : Direction de la Planification, 2017.

La région dénombre dix-neuf (19) projets pour un montant d'investissement de 27 658 millions de FCFA, légèrement en baisse par rapport à l'exercice 2016 qui comptabilisait 20 projets pour un investissement programmé de 28 648 millions. Les investissements sont répartis comme suit : primaire (15 230 millions de FCFA), quaternaire (6 428 millions de FCFA), secondaire (3 500 millions de FCFA) et le tertiaire (2 500 millions de FCFA).

GRAPHIQUE 6 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Ziguinchor.



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018.

L'essentiel des investissements est concentré au niveau du secteur primaire avec un taux de réalisation très faible de 4,75%. Pourtant, la région regorge d'énormes potentialités agricoles

dont leur mise en valeur contribuera à l'atteinte des objectifs d'autosuffisance alimentaire. Le secteur est porté par le sous-secteur « agriculture » avec 10 680 millions de FCFA, mais connaît un taux de réalisation faible de 3,64%, ce qui est valable presque dans tous les sous-secteurs, à l'exception de l'élevage qui a un taux de réalisation de 20,58%.

Le secondaire, avec une prévision de 3 500 millions de FCFA, et un taux de réalisation de 7,14% se trouvant être faible au regard des potentialités de la région dans la transformation des fruits et légumes, les produits halieutiques et les huileries.

Pour ce qui est du tertiaire, le sous-secteur « transports routiers » a bénéficié des 80% du secteur avec un taux de réalisation de 32,50%. Le tourisme, malgré un montant d'investissement pas assez conséquent (500 millions d FCFA), au regard des potentialités de la région, connaît un taux de réalisation de 50%. Le tourisme devrait bénéficier davantage d'investissements. En effet, la région de Ziguinchor présente plusieurs atouts comme, entre autres, des localités touristiques (Ziguinchor, Cabrousse, Djembéring, Carabane, le parc de la basse Casamance) qui sont des lieux très touristiques notamment par la vivacité de pratiques culturelles ancestrales. En plus, d'importantes mesures ont été prises par l'État en décrétant la Casamance « zone touristique prioritaire d'intérêt national » dédouanant les opérateurs de taxes fiscales ou sociales.

Pour le quaternaire, le sous-secteur « éducation et formation a bénéficié d'un montant plus important en investissements (2 378 millions de FCFA), soit près de 37%, mais des réalisations n'ont pas été enregistrées dans le document de gestion du SIGFIP. Par contre le sous-secteur « développement social » avec ses 300 millions de FCFA en prévision, a connu une réalisation de 100%.

TABLEAU 5 : Principaux projets de la région de Ziguinchor

Code,	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets	Observations
33 521		Transformation structurelle de l'économie et croissance	Boucle du Blouff :Thionk Essyl- Balingor(20km)	2.000.000.000 FCFA	-----
44085			Complément hôpital Ziguinchor	1.200.000.000 FCFA	•Acquisition d'Equipements de bloc opératoire, pour le service des urgences et la Réanimation

	Ziguinchor				Acquisition d'un poste transformateur de 400 kva
46012		Capital humain, Protection sociale et développement durable	Projet d'assistance à la lutte anti-mines en Casamance	300.000.000 FCFA	L' appui l'insertion socio-économique des victimes, l'évaluation du PANAV et l'assurance du suivi des activités d'assistance aux victimes sont prévus au mois d'octobre mais les procédures sont entamées

Sources : PTIP 2017-2019

Au regard des potentialités de la région de Ziguinchor notamment dans le domaine de la transformation agro-alimentaire, le secteur secondaire a de réelles chances de se développer avec juste des efforts d'investissements. En effet, de nombreuses filières agricoles (mangues, madd, bouye, bissap...) peuvent permettre la création d'une industrie légère capable de générer de nombreux emplois.

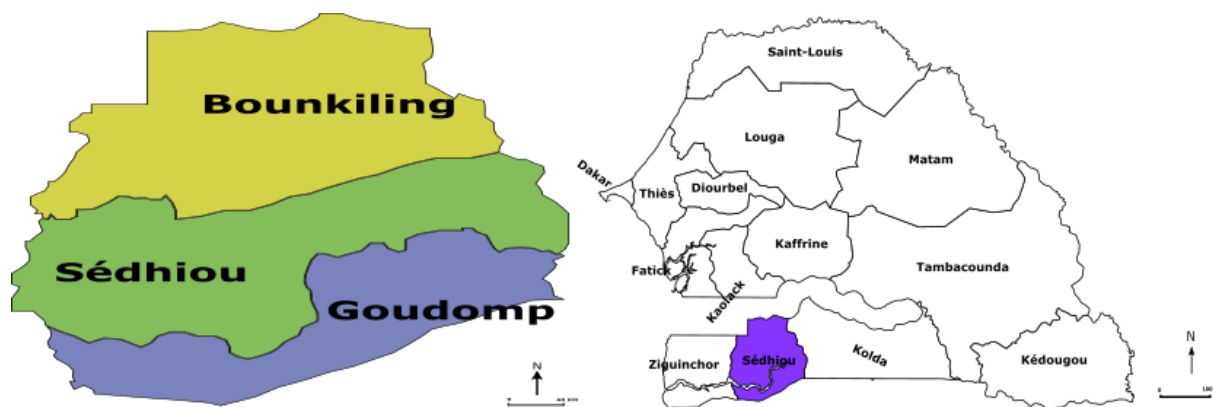
De même, le tourisme peut constituer un des leviers pour le développement de la région naturelle de la Casamance. En effet, la proximité du Sénégal avec l'Europe et l'Amérique ainsi que la panoplie de richesses naturelles et culturelles qu'offre la Casamance sont autant de facteurs favorables au développement du tourisme.

Pour cela, les investissements devront être poursuivis pour un renforcement des investissements au niveau des zones frontalières et celles qui sont plus affectées par le conflit afin d'encourager la dynamique de retour des populations déplacées (mise en œuvre du PUMA) ;

2.6. Région de Sédhiou

La région de Sédhiou s'étend sur une superficie de 7 330 km², soit 3,7% du territoire national. En 2017, selon les projections de l'ANSD, elle comptait 517 016 habitants soit 3,35% de la population nationale, avec une densité de 71hbs /km².

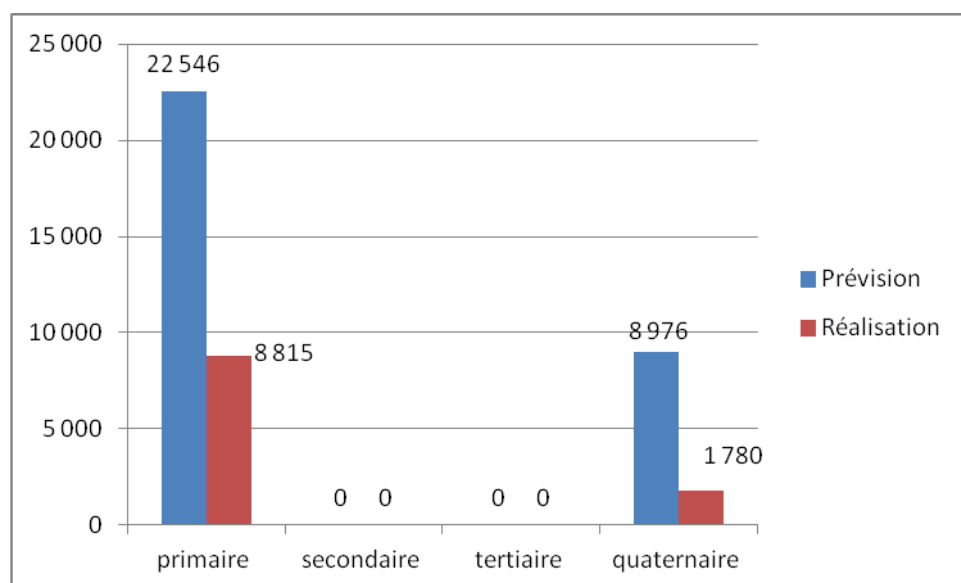
CARTE 6 Région de Sédhiou



Source : Direction de la Planification, 2017.

La région de Sédhiou a bénéficié de quinze (15) projets pour un volume d'investissements de 31 522 millions de FCFA. Par rapport à l'année précédente, le volume d'investissements prévu a augmenté de plus de 48%. Deux secteurs seulement ont bénéficié des investissements. Avec la plus importante part attribuée au secteur primaire (22 546 millions de FCFA), et 8 976 millions de FCFA pour le quaternaire. Comme l'exercice 2016, les secteurs secondaire et tertiaire n'ont pas enregistré d'investissements dans le SIGFIP.

GRAPHIQUE 7 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Sédhiou



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018

L'agriculture regroupe les 85,80% de l'investissement du secteur primaire avec une réalisation à hauteur de 43,83%. Cela peut s'expliquer par le fait que ce sous-secteur emploie plus de la moitié de la population active et aussi Sédhiou dispose de plusieurs milliers d'hectares de terres cultivables sans contraintes majeures avec une pluviométrie relativement bonne (en moyenne 1000 mm/an) et un climat favorable aux activités agro-sylvo-pastorales.

Dans le cadre du Programme National d'Autosuffisance en Riz, Sédhiou a confortablement dépassé ses objectifs en termes de riziculture pluviale. En 2016, elle est la première région productrice de riz pluvial avec une production de riz paddy estimée à plus de 160.000 tonnes et a dépassé ses objectifs en termes de superficie et de production (DRDR- Sédhiou). Elle est aussi la première région productrice d'anacarde au niveau national (contribuant près de la moitié de la production du pays) et est classée à la deuxième place parmi les régions productrices de banane en termes de tonnage.

Le sous-secteur « élevage », est faiblement financé avec un montant de 250 millions de FCFA soit 1,11% du secteur négligeable par rapport à l'importance de l'élevage dans la région. En effet, selon le Centre de Suivi Ecologique (CSE), la région dispose d'énormes potentialités telles qu'une biomasse estimée entre 400 à 500 kg de matière sèche à l'hectare, une densité du réseau hydrographique et une douceur de son climat qui font de cette région une zone agro-sylvo-pastorale d'excellence. Cette activité est de type extensif sédentaire et fait partie de principales activités du fait de sa capacité génératrice de revenus et de moyens de subsistance.

Pour le quaternaire, le sous-secteur « santé et nutrition » a bénéficié du plus important montant de prévision d'investissements (3 926 millions de FCFA), soit 43,73 % du secteur, mais aucune réalisation n'a été enregistrée dans le document de gestion du SIGFIP. Les secteurs secondaire et tertiaire n'ont pas bénéficié de prévisions d'investissements au niveau régional. Il convient de noter que plusieurs projets spécifiques à la Casamance interviennent également dans la région de Sédhiou dans les principaux secteurs de l'économie nationale. Il en est de même pour d'autres projets à envergure nationale.

TABLEAU 6 Principaux projets de la région De Sédhiou

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux Projets	Données financières des Projets FCFA	Observations
11096	Sédhiou	Transformation structurelle de l'économie et croissant	Renforcement de la résilience pour la sécurité alimentaire et la nutrition	2.250.000.000 FCFA	
44221			Construction Et Equipement Hôpital De Sédhiou	3.000.000.000 FCFA	
45 234		Capital humain, Protection sociale et Développement durable	Projet d'amélioration de la qualité de l'éducation de base	2.378.000.000 FCFA	

Sources : PTIP 2017-2019

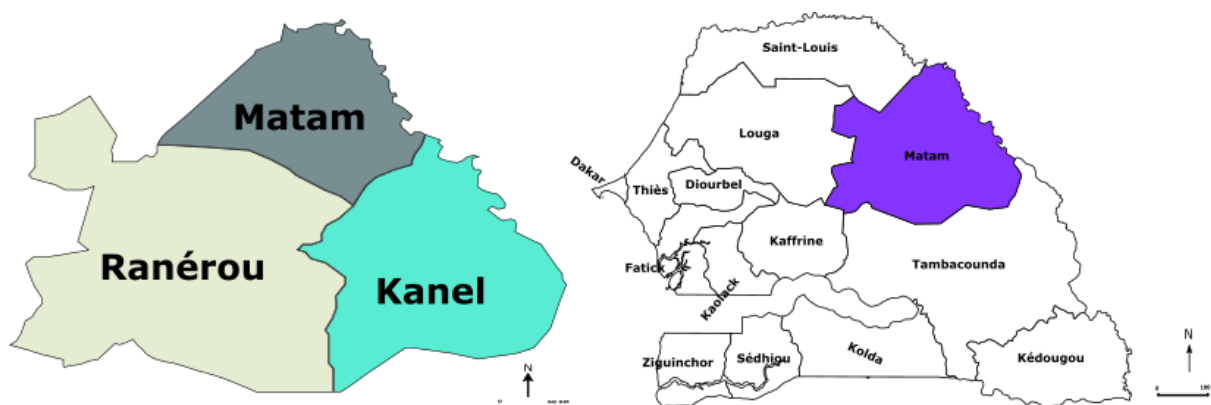
En dépit des investissements réalisés, il reste encore beaucoup d'efforts à consentir pour accélérer la réalisation de projets majeurs pour la région. Il s'agit notamment de :

- l'accélération de son désenclavement ;
- le renforcement de l'offre d'infrastructures pour l'accès aux services de santé et d'éducation;
- le rehaussement du plateau d'équipements sportifs, communautaires, de sécurité et de bâtiments et équipements administratifs etc.

2.7. Région de Matam

La région de Matam s'étend sur une superficie de 29.445 km², sa population était estimée à 655.082 habitants en 2017, soit une densité de 22 hbts/km². Les femmes représentent 50,75% de la population, contre 49,25% pour les hommes.

CARTE 7 Région de Matam

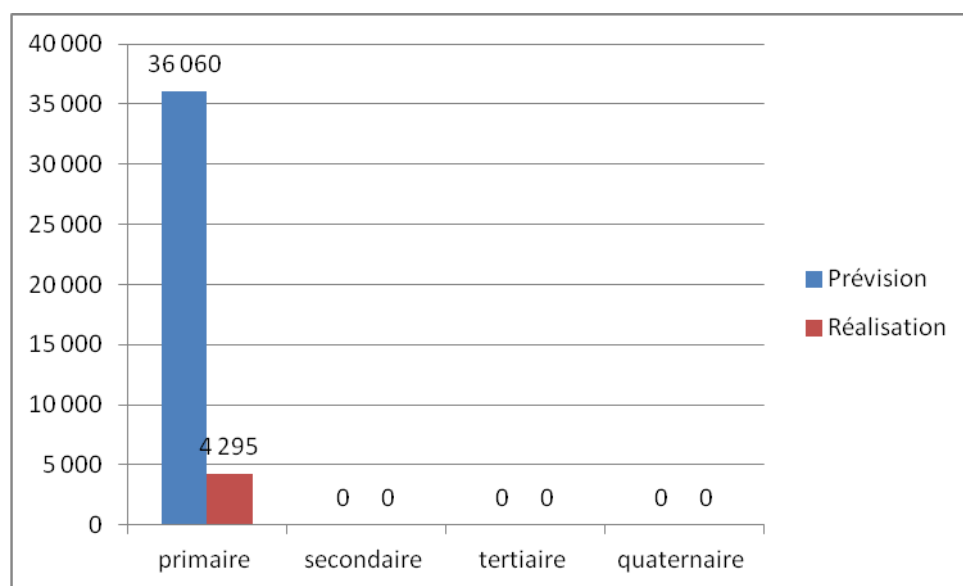


Source : Direction de la Planification, 2017.

La région totalise treize (13) projets pour une enveloppe financière de 36 060 millions de FCFA contre 32 661 millions de FCFA pour l'exercice de 2016 et pour le même nombre de projet soit un peu plus de 10% d'augmentation. La totalité des prévisions est allouée au secteur primaire. Avec un taux de réalisation assez faible de 11,91%.

La stratégie de développement de la région s'articule autour de quatre orientations majeures que sont : (i) la promotion d'une économie régionale intégrée, compétitive et durable ; (ii) la promotion du développement humain durable ; (iii) la promotion de la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles et (iv) le renforcement du développement territorial et de la gouvernance locale.

GRAPHIQUE 8 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Matam



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018.

Le sous-secteur « agriculture » bénéficie des 77,32% du secteur primaire alors que l'élevage pour 6 500 millions de FCFA représente 18,02%. L'agriculture constitue la première activité économique de la région. Elle est pratiquée par 70% de la population active. La région de Matam, au regard de ses atouts, notamment son potentiel hydrique et des terres fertiles, peut contribuer à l'atteinte de l'objectif de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, surtout de l'autosuffisance en riz dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole à travers le Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS). Une seconde phase du PRACAS est à l'étude.

Sur le plan pastoral, la région dispose d'un potentiel important de fourrage dans le Walo et de vastes pâturages herbacés et aériens dans le Ferlo capables d'entretenir l'important cheptel bovins, ovins et caprins. L'élevage est toujours de type extensif et des efforts sont déployés pour densifier le réseau de forage, et mettre en place les infrastructures d'accompagnement pour toute la chaîne de valeur. Il faut noter que la région dispose d'un potentiel forestier relativement important en raison de l'existence d'espèces recherchées comme le gommier pour sa sève, le Dialambane (*Dalbergia melanoxylon*) pour son bois d'œuvre et le Beibei (*Pterocarpus lucens*) qui est une excellente espèce fourragère. Malgré le potentiel animal très important de la région, le secteur de l'élevage se heurte à de nombreuses contraintes. Elles sont d'ordres climatiques, alimentaires, sanitaires, génétiques, commerciaux et sociopolitiques. A cela viennent s'ajouter le déficit de personnel technique et l'insuffisance d'infrastructures. Il faut aussi noter l'insuffisante exploitation des pâturages, l'insuffisance et

la faiblesse des capacités des forages, mais aussi la non modernisation du secteur dans la région.

Cependant, les efforts de l'État sont à noter, dans une perspective de modernisation du secteur, à promouvoir les cultures fourragères mais aussi l'intensification des productions animales par l'introduction des bovins de race Guzéra du Brésil. Il est à signaler les interventions des projets et programmes tels que le PADAER, le PASA/LouMaKaf qui comptent beaucoup de réalisation notamment des forages pastoraux, des parcs à vaccination, des bassins de retentions etc.

TABLEAU 7 : Principaux projets de la région de Matam

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets FCFA	Observations
11 052	Matam	Transformati on structurelle de l'économie et croissance	Programme d'appui au développement agricole et a l'entrepreneariat rural (PADAER)	6.4467.millions	-Mise en valeur de 200 ha de riz en 2015 et 319 ha en 2016 ; -951 ha mis aux normes SRI

Sources : PTIP 2017-2019

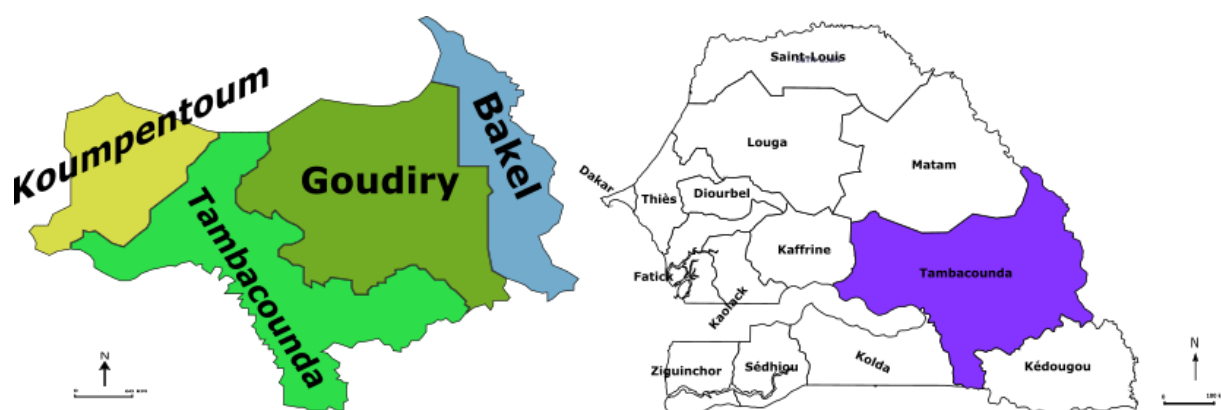
Pour le développement économique et social de la région de Matam, les acteurs de la région estiment, entre autres, qu'il faudra:

- renforcer les aménagements hydro-agricoles pour augmenter le niveau de mise en valeur des potentialités agricoles de la région;
- mettre en place un système de production de semences certifiées;
- augmenter les équipements et matériels de culture mécanisés et attelés;
- démarrer la deuxième phase du projet d'assainissement de la commune de Matam ;
- délocaliser l'aérodrome de Ourossogui et installer un transport ferroviaire capitales vu la position géographique et les potentialités économiques (ressources minières et production agricole) de la région.

2.8. Région de Tambacounda

La région de Tambacounda s'étend sur 42 706 km². C'est la région la plus vaste du pays soit 21,71% du territoire nationale. Sa population est estimée à 783 777 habitants soit une densité de 15,95 hbts/km².

Carte 8 Région de Tambacounda

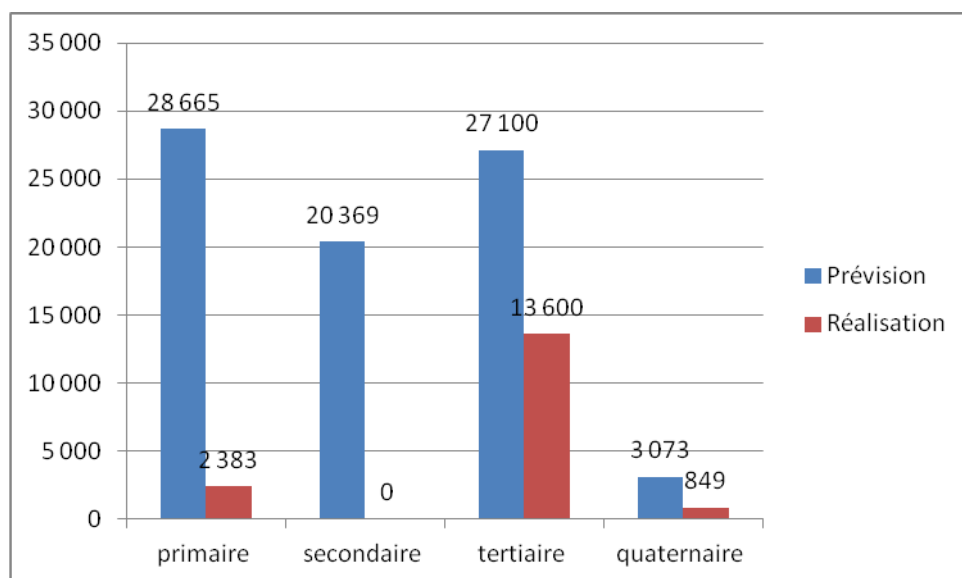


Source : Direction de la Planification, 2017.

La région de Tambacounda compte vingt et un (21) projets pour une enveloppe financière de 79 207 millions de FCFA contre 22 projets d'un montant de 67 560 millions de FCFA pour l'exercice 2016. Dans les secteurs, ces investissements ont enregistré des augmentations par rapport à l'exercice précédent. Ainsi, le primaire: 28 665 millions de FCFA, contre 20 223 millions, le tertiaire : 27 100 millions de FCFA contre 25 100 millions, le secondaire : 20 369 millions de FCFA contre 19 500 millions, et le quaternaire : 3073 millions de FCFA contre 2 737 millions.

Les préoccupations majeures de la région en matière de développement sont de: (i) renforcer l'accessibilité des établissements humains par la création de voies de communication pour rendre la région plus attractive, (ii) promouvoir la création de richesses par la valorisation de toutes les sources génératrices de croissance; (iii) promouvoir le développement humain durable et une bonne prise en charge de la demande sociale par l'amélioration de la qualité de vie des populations et (iv) promouvoir la gouvernance locale.

GRAPHIQUE 9 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Tambacounda



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018.

Le primaire arrive en tête avec un montant de 28 665 de FCFA, soit 36,18% du total de la région. Tambacounda détient d'énormes potentialités qui offrent des opportunités de diversification des cultures (de la banane avec des productions importantes le long de la vallée du fleuve Gambie et le développement du maraichage) et des productions agricoles. Une diversité de cultures est notée dans la région (le coton, l'arachide, le riz, le maïs, le mil, le sorgho et le fonio). Des fruits, du niébé et du manioc sont aussi cultivés en quantité appréciable.

La somme allouée au sous-secteur « eaux et forêts » n'est pas conséquente (1 900 millions de FCFA), par rapport aux potentialités de la région. En effet, grâce à sa position géographique, à son climat, à sa pluviométrie, à ses forêts classées et au parc national de Niokolo koba, la région de Tambacounda est l'une des plus importantes régions du Sénégal en terme de biodiversité.

Le tertiaire a bénéficié d'une prévision de 27 100 millions de FCFA, pour un taux de réalisation de 50,18% entièrement consacré au sous-secteur « transport routiers ». Aucun projet spécifique dans le domaine touristique n'a été enregistré pour ce sous- secteur, malgré les potentialités de la région notamment avec le parc national de Niokolo-koba (913 000 ha).

Pour le secondaire, le secteur n'a enregistré que des projets du sous-secteur « énergie », pour un montant de 20 369 millions de FCFA, et n'a pas connu de réalisation.

Le quaternaire a bénéficié d'un montant de 3 073 millions de FCFA, et est réalisé à hauteur de 27,62%.

TABLEAU 8 Principaux Projets de la région de Tambacounda

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux Projets	Données financières des Projets	Observations
11 071	Tambacounda	Transformati on structurelle de l'économie et croissance	Projet de construction et de réhabilitation de pistes communautaires	3.500.000.000 FCFA	
11096			Renforcement de la résilience pour la sécurité alimentaire et la nutrition	2.250.000.000 FCFA	
33 138			Réhabilitation de la route Ndioum-		
		Capital humain, Protection sociale et Développeme nt durable	Oourossogui-Bakel et d'aménagement d'infrastructures connexe dans l'ile à morphil	9.000.000.000 FCFA	
46 018			Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement (PAISD)	562.000.000.	

Sources : PTIP 2017-2019

Il demeure important de poursuivre les efforts en matière d'investissements pour relever le plateau des infrastructures de la région en vue de faciliter l'accès des populations aux services essentiels en matière de santé, d'éducation, d'énergie mais également de renforcer le

désenclavement des zones de production pour lui permettre d'exploiter toutes ses potentialités et contribuer à son émergence. L'accent devra, à cet égard, être mis sur :

- le relèvement du plateau technique des infrastructures sanitaires ;
- la valorisation des potentialités agro-sylvo-pastorales de la région par la création de Domaines Agricoles Communautaires et de fermes pilotes ;
- l'accélération du désenclavement des zones d'accès difficiles dans tous les départements ;
- le renforcement des infrastructures sécuritaires (pris en charge dans le PUMA) ;
- l'exploitation de son potentiel touristique ;
- le renforcement des investissements structurant pour exploiter sa position d'ouverture sur les pays de l'UEMOA et de la CDEAO.

2.9. Région de Diourbel

La région de Diourbel s'étend sur une superficie de 4 824 km², avec une population estimée à 1 641 350 habitants, soit une densité de 334 hbts/km².

Carte 9 Région de Diourbel



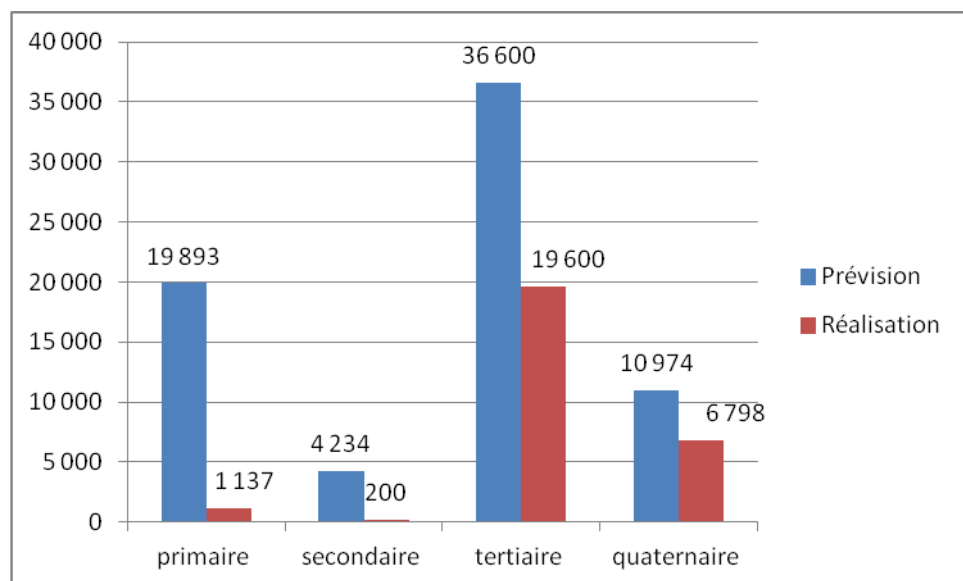
Source : Direction de la Planification, 2017.

La région de Diourbel dénombre dix-huit (18) projets, pour une prévision d'investissements de 71 701 millions de FCFA. Ces investissements sont répartis comme suit : le tertiaire : 36 600 millions de FCFA soit 51,05%, le primaire : 19 893 millions de FCFA soit 27,74%, le quaternaire : 10 974 millions de FCFA soit 15,31% et enfin le secondaire avec 4 234 millions de FCFA soit 5,91%.

Les objectifs de développement de la région de Diourbel sont: (i) l'amélioration de la productivité agropastorale, du potentiel forestier, de la gestion des ressources en eau, du cadre de vie et des taux de couverture des services sociaux de base ; (ii) la promotion de l'artisanat et des pme/pmi, du tourisme, des réseaux d'appui aux activités productives et de l'emploi ;

(iii) la valorisation de l'action culturelle ; (iv) le développement des capacités d'intervention des élus locaux et des services techniques régionaux.

GRAPHIQUE 10 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Diourbel



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018.

Pour le tertiaire, le sous-secteur « transports routiers », a bénéficié de la totalité des projets du secteur avec un montant prévisionnel de 36 600 millions de FCFA, pour un taux de réalisation de 53,55%. Ce choix peut s'expliquer par le fait que le réseau routier est fortement sollicité en raison de l'importance du trafic en période de la célébration du Grand Magal de Touba, des nombreux autres événements qui drainent un important flux de personnes, de l'évacuation des productions agricoles et des marchés hebdomadaires.

L'agriculture et l'élevage sont parmi les principaux leviers sur lesquels repose l'économie locale. Cependant, pour cette programmation aucun projet d'élevage n'a été relevé dans ces investissements. Cela va à l'encontre de l'atteinte des objectifs du PSE notamment l'autosuffisance alimentaire et la recommandation de Maputo relative à l'élimination de la faim et de la malnutrition.

Le sous-secteur « éducation- et formation » a bénéficié des 97,43% du secteur quaternaire, pour un taux de réalisation de 62,26%.

Le montant attribué au secteur secondaire (4 234 millions de FCFA), ne reflète pas les potentialités de la région. Malgré l'importance et le dynamisme de l'artisanat dans l'économie régionale, ce sous-secteur est laissé en rade.

TABEAU 9 Principaux Projets de la Région de Diourbel

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux Projets	Données financières des Projets	Observations
11 071	Diourbel	Transformati on structurelle de l'économie et croissance	Projet de construction et de réhabilitation de pistes communautaire	3.500.000.000 FCFA	Pas de réalisation de piste en 2016. A noter cependant que la piste Gade escale – Keur Nganda (10,4 km) réalisée dans le cadre du pudc est prise en compte dans les réalisations physiques de 2015 tandis que la piste Bambey sérère –
15037			Projet de réalisation de bassins de rétention et de valorisation des forages (BARVAFOR	1.570.000.000 FCFA	Appui à l'emblavement de 3 ha sur une prévision de 5 ha, Réhabilitation du forage de Batal à 100%, Réalisation de 60 bassins, 60 parcelles d'oignon exploitées dont 8 seulement sont gérées par les femmes, Réhabilitation du forage de Guerlé à 100%, 96 parcelles aménagées dont 34 gérées par les femmes pour une production est évaluée à 12562400F
15050		Capital humain, Protection sociale et développeme nt durable	Projet d'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement en milieu rural (PASEPAR	2.150.000.000 FCFA	-----
24022			Projet d'électrification rurale (Phase II)	2.254.000.000 FCFA	30 villages sont en instance de mise en service.

Sources : PTIP 2017-2019

Pour accompagner le développement économique et social de la région de Diourbel, il sera nécessaire de:

- construire de nouveaux forage et réseaux d'adduction d'eau potable et renforcer les réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales;
- poursuivre le processus de désenclavement au niveau des arrondissements en réalisant de nouvelles pistes de productions et des routes ;
- renforcer l'offre d'infrastructures scolaires en construisant de nouveaux lycées et collèges de proximité dans les chefs-lieux de commune.

2.10. Région de Kolda

La région de Kolda s'étend sur une superficie de 13 721 km², avec une population estimée à 620 013 habitants, soit une densité de 45 hbts/km².

CARTE 10 Région de Kolda

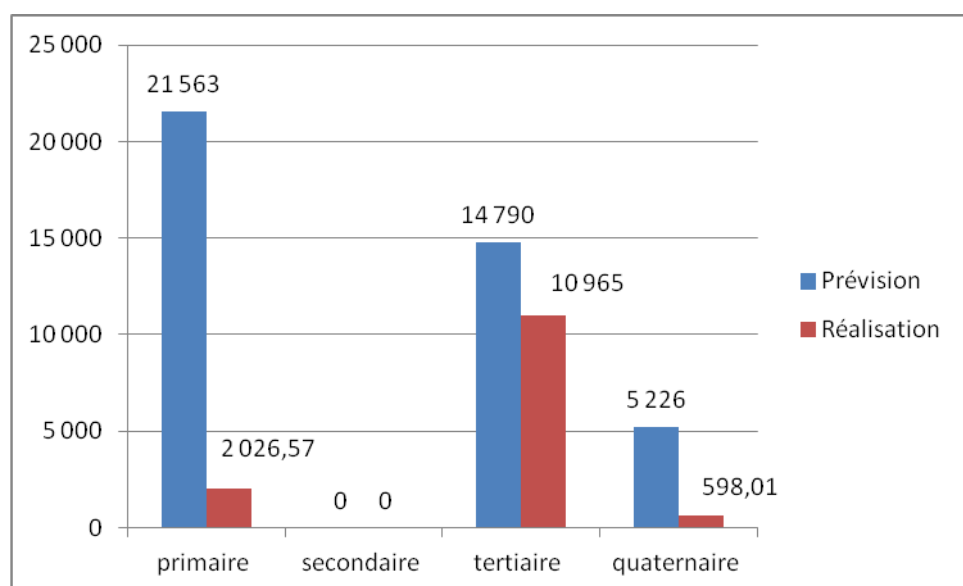


Source : Direction de la Planification, 2017.

La région de Kolda totalise vingt-deux (22) projets pour un montant prévisionnel de 41 579 millions de FCFA. Ce montant est réparti entre les secteurs primaire (21 563 millions de FCFA), tertiaire (14 790 millions de FCFA) et quaternaire (5 226 millions de FCFA). Avec le même nombre de projets total par rapport à 2016, les investissements ont connu une hausse de: 32,76% dans le primaire, 37,63% dans le tertiaire et 15,74% dans le quaternaire. Le sous-secteur secondaire, quant à lui n'a pas aussi enregistré d'investissements comme l'année précédente.

Pour son développement, la région de Kolda poursuit quelques objectifs : (i) d'amélioration durable des revenus et de la sécurité alimentaire grâce au développement des filières porteuses, (ii) de valorisation durable du capital humain régional et (iii) de la promotion d'une gouvernance locale.

GRAPHIQUE 11 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Kolda



Source: SIGFIP 2017DGB et calculs DP 2018

La somme allouée au secteur primaire est de 21 563 millions de FCFA, pour un taux de réalisation de 9,40%, qui est assez bas. Le sous-secteur « agriculture » porte le secteur avec 18 363 millions de FCFA. Ceci peut s'expliquer par le fait que, le Sénégal en adoptant le PSE comme unique référentiel a fait de ce sous-secteur le fer de lance de son développement économique et social. C'est dans cette optique que la région, avec son potentiel agricole, participe activement à la mise en œuvre de la politique d'autosuffisance alimentaire et à l'augmentation conséquente des revenus des producteurs. Près de 80% de la population s'adonne à l'agriculture qui procure 70% des revenus de la région.

Kolda est fortement marquée par sa vocation pastorale et agricole avec, notamment, une pluviométrie abondante et un pâturage disponible presque toute l'année avec un tapis herbacé bien fourni. Pour la programmation 2017-2019 la région n'a enregistré qu'un seul projet pour un montant de 250 millions de FCFA, avec un taux de réalisation de 20,58%, ce qui ne répond pas aux potentialités de la région. La localité couvre les 25% du cheptel national. A l'instar des autres régions du Sénégal, Kolda est caractérisé par un élevage de types extensif sédentaire. L'exploitation de la production animale joue un rôle phare dans l'économie de la région. Les principales espèces élevées sont les bovins, les ovins, les caprins, les porcins, les équins, les asins et la volaille. L'économie de la région repose sur l'agriculture et l'élevage. Cependant, la faible intensification du système d'élevage et les feux de brousse constituent un véritable goulot d'étranglement pour ce sous-secteur.

Dans la région, il est à noter la diversité des espèces forestières et la présence de l'une des dernières réserves du pays. L'exploitation forestière y demeure une activité importante.

Le secteur tertiaire enregistre le plus important taux de réalisation avec 74,14%. Quant au secteur quaternaire, avec un montant prévisionnel de 5 226 millions de FCFA, joue un rôle très important dans la région. Le sous-secteur de la santé porte le secteur avec 2 626 millions de FCFA.

TABEAU 10 Principaux projets de la Région de Kolda

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets	Observations
11 096	Kolda	Transformation structurelle de l'économie croissant	Renforcement de la résilience pour la sécurité alimentaire et la nutrition	2 250 000000 FCFA	----- -----
33 128		Capital humain, Protection sociale et développement durable	kolda-Pata-Médina yoro Foulah – fafacouro-Dabo	37.000.000.000 FCFA	-----

Sources : PTIP 2017-2019

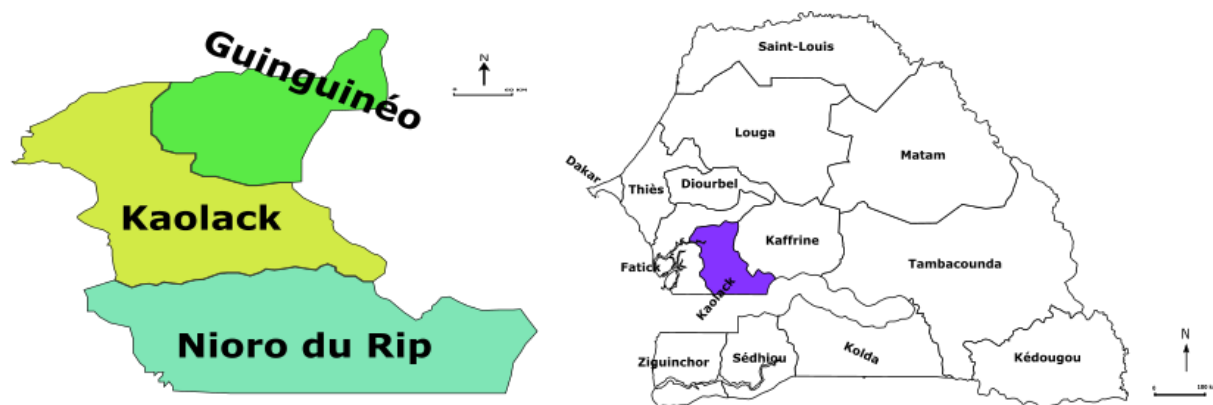
Aujourd'hui, les efforts devront être orientés dans les diligences à apporter :

- à la réalisation des infrastructures de santé ;
- à la construction des routes et au renforcement des programmes de construction de pistes de désenclavement;
- au renforcement des réseaux d'eaux.

2.11. Région de Kaolack

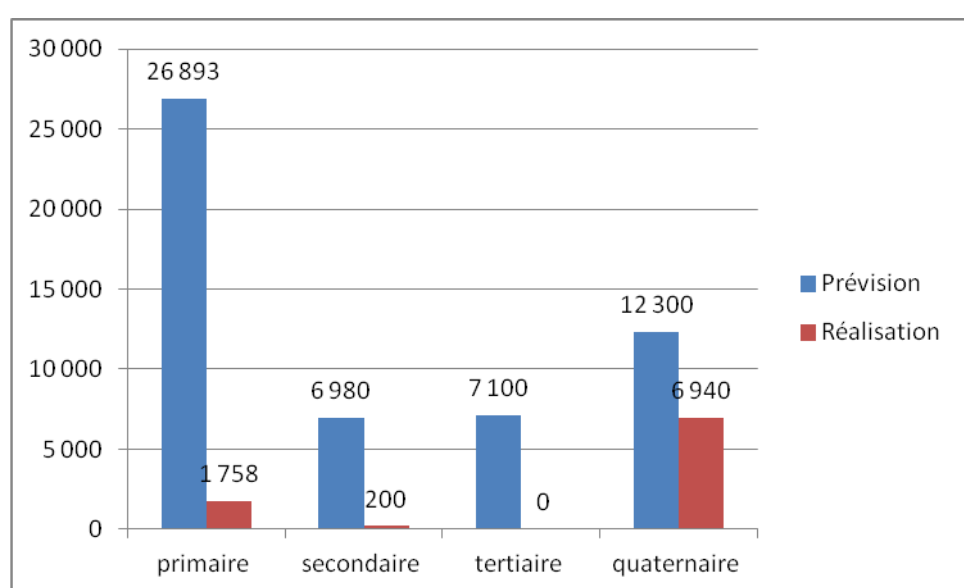
La région de Kaolack concentre 7,11% de la population totale et s'étend sur 2,45% du territoire national, soit une densité de 198,98hbts/km².

CARTE 11 Région de Kaolack



Source : Direction de la Planification, 2017.

GRAPHIQUE 12 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Kaolack



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018

Pour l'exercice 2017 de la programmation 2017-2019, la région de Kaolack a enregistré un total de vingt-deux (22) projets, pour une prévision de 53 273 millions de FCFA, réparti ainsi : primaire 26 893 millions de FCFA soit 50,48%, quaternaire 12 300 millions de FCFA soit 23,08%, tertiaire 7 100 millions de FCFA soit 13,32%, et secondaire 6 980 millions de FCFA soit 13,10%. Il faut relever une baisse aussi bien sur le nombre de projet (22 en 2017 contre 23 en 2016) que sur le montant des prévisions de l'année 2017 (53 273 millions) par rapport à 2016 (56 529 millions).

Ces investissements concourent à concrétiser les différents axes stratégiques suivants : (i) la gestion durable des ressources naturelles et le développement de l'agriculture, (ii) le développement des infrastructures de soutien à l'économie, (iii) l'amélioration du cadre de vie

urbain et rural, (iv) le développement du secteur privé, (v) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et (vi) la promotion de la Bonne Gouvernance identifiés pour participer au développement de la région.

Plus de cinquante pourcent (50,48%) des investissements programmés dans la région sont concentrés dans le secteur primaire avec un taux de réalisation assez faible de 6,54%. L'agriculture (21 852 millions de FCFA) occupe 64% de la population et constitue le moteur de l'économie régionale. La région n'a pas bénéficié de projets concernant les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche bien qu'elle dispose de potentialités dans ces domaines. L'élevage au niveau de la région de Kaolack est de type extensif. Toutefois, la pratique de l'embouche bovine, ovine et l'aviculture sont devenues des activités très florissantes aussi bien en milieu urbain que rural en générant des emplois et en améliorant les revenus des populations. La pêche continentale se pratique dans deux zones: le Bolong et la Vallée de Koutango dans le département de Nioro du Rip. Pour ce qui est de la pêche maritime, elle se fait dans le bras de mer du Saloum.

Le quaternaire est porté par le sous-secteur « éducation et formation » avec un montant de 10 000 millions de FCFA avec un taux de réalisation de 62%.

Au niveau du tertiaire, seul le sous-secteur « transports routiers » représente le secteur avec un montant de 7 100 millions de FCFA, n'ayant toutefois pas enregistré de réalisation contrairement à l'exercice de 2016 au cours duquel les investissements dans ce sous-secteur étaient réalisés à plus 70%. La région de Kaolack est une zone de carrefour avec une position géographique qui lui confère une place stratégique dans les échanges avec les autres régions et les pays limitrophes. C'est pourquoi au-delà du sous-secteur-transport routier, le chemin de fer également devrait bénéficier d'investissements pour booster le potentiel économique de la région.

Dans le passé, la densité du réseau routier a connu une évolution à partir de 2014 en passant de 755km à 854,5km en 2016. Elle passe à 884,1km en 2017. Les linéaires de routes en terre construites, réhabilitées et traitées en entretien périodique ont connu une forte progression à cause des différents programmes : PUDC, AGEROUTE, PPC et PAFA. Les réalisations de 2014 concernent uniquement le PPC (46 km) et le PAFA (15 km).

Pour le secondaire, le sous-secteur de l'énergie représente le secteur avec 6 980 millions de FCFA, pour un taux de réalisation très bas de 2,87%. L'exploitation artisanale du sel, dans certaines zones constitue une source de revenu des populations.

Tableau 11 Principaux projets de la région de Kaolack

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets	Observations
11068	Kaolack	Transformation structurelle de l'économie et croissance	Projet appui à la production durable du riz pluvial à Kaolack, kaffrine, Fatick	1.530.000.000F CFA	Le projet d'appui à la production durable du riz pluvial (PRIP) a une durée de 4 ans (octobre 2014-septembre 2018), exécuté dans le cadre de l'Accord de Coopération Technique entre les Gouvernements du Japon et du Sénégal. L'objectif global du projet est d'améliorer le système de production du riz pluvial dans la région de Kaolack.
11071			Projet appui aux filières agricoles (pafa)	3.500.000.000 FCFA	L'objectif du projet est de rendre effectif l'accès aux infrastructures communautaires (école, centre de santé, point d'eau, etc.), de désenclaver les zones de production et les collectivités territoriales.
11 097			Projet d'appui aux filières agricoles extension (PAFA/E)	4.850.000.000F CFA	C'est un projet qui densifie les activités du PAFA pour atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires. Il consolide et complète les

					interventions du PAFA en renforçant le développement institutionnel et organisationnel des Organisations de producteurs d'agriculteurs et d'éleveurs
11 127			Nataal Mbay	5.000.000.000 FCFA	L'objectif du projet Nataal Mbay est d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des producteurs de riz, maïs et mil à travers la mise à l'échelle des acquis du Projet Croissance Economique. Sa zone d'intervention se situe dans les départements de Nioro du Rip et Kaolack pour une durée de 4 ans (2015-2019)
41 087		Capital humain, Protection sociale et développement durable	Projet d'assainissement des 10 villes	2.000.000.000 FCFA	L'objectif du projet est de lutter contre les inondations avec le drainage des eaux pluviales en améliorant le cadre de vie des populations et la mobilité. Le recrutement des entreprises est en cours.
44 162			Réhabilitation et équipement centre de sante de Kasnack	100.000.000FC FA	

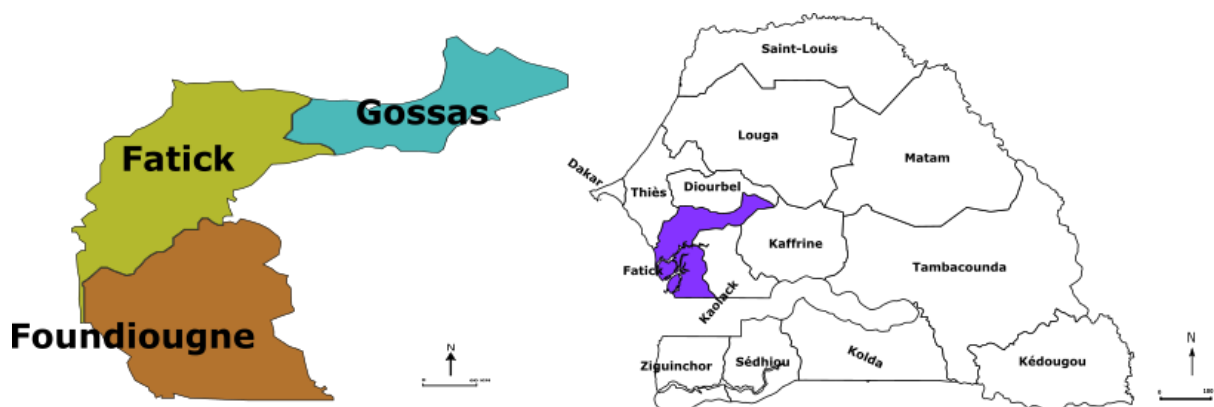
Sources: PTIP 2017-2019

Au regard de sa position de carrefour et de ses potentialités agro-écologiques et pastorales, la région de Kaolack devrait continuer à bénéficier davantage d'attention dans la mise en œuvre d'infrastructures de désenclavement, de renforcement des activités agropastorales, à travers le relèvement du niveau d'équipement des producteurs, la disponibilité des intrants, la mise en place d'unités de transformation des produits locaux et d'infrastructures d'exploitation (foirails, abattoirs, magasins banques de céréales, marchés etc.)

2.12. Région de Fatick

La superficie de la région de Fatick représente 4,03% du territoire national, et concentre 5,29% de la population totale, pour une densité de 90,03hbs/km².

CARTE 12 Région de Fatick

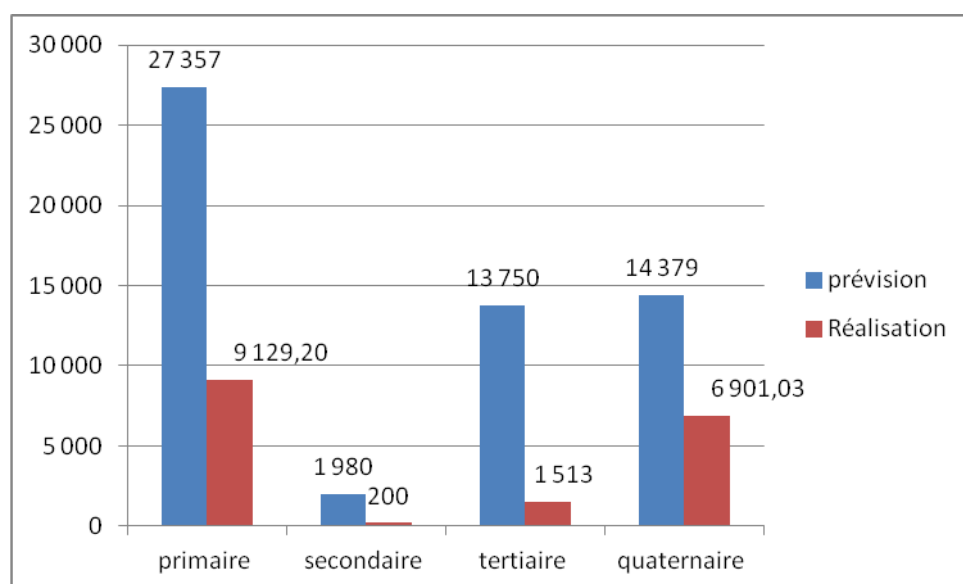


Source : Direction de la Planification, 2017.

Fatick totalise vingt-trois (23) projets pour une prévision de 57 466 millions de FCFA contre 54 294 pour le même nombre de projet en 2016 réparti comme suit : primaire 27 357 millions de FCFA soit 47,60%, quaternaire 14 379 millions de FCFA soit 25,02%, tertiaire 13 750 millions de FCFA soit 23,92% et le secondaire 1 980 millions de FCFA soit 3,44%.

Cinq objectifs sont fixés pour le développement de la région: (i) la gestion durable de l'écosystème et le développement de l'agriculture; (ii) la facilitation de l'accès aux services sociaux de base; (iii) le renforcement de l'intégration régionale; (iv) le développement de la pêche; et (v) le développement du tourisme.

GRAPHIQUE 13 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Fatick



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018

Pour le primaire, le sous-secteur agricole a bénéficié des 94,49% du secteur, avec un taux de réalisation de 35,09%. En effet, la région est une zone de maraichage et de culture céréalière. Le sous-secteur « eaux et forêt » est moins doté en investissements (34 millions de FCFA), avec un taux de réalisation de 57,35% qui est assez important.

Le sous-secteur « élevage » n'a pas bénéficié de projets et pourtant des efforts sont en train d'y être menés. C'est le cas du PUDC qui a introduit les cultures fourragères au niveau des sites de forage réalisés dans le cadre du programme contribuant à la résolution des difficultés liées à l'alimentation du bétail, défi majeur pour l'élevage.

Le quaternaire n'est représenté que par deux (2) sous-secteurs : éducation et formation avec 10 000 millions de FCFA réalisé à hauteur de 62,30% et le sous-secteur « santé et nutrition » pour 1 450 millions de FCFA avec 31,48% de taux de réalisation.

Concernant le tertiaire, les transports routiers portent le secteur avec 11 150 millions de FCFA, avec un taux de réalisation très faible de 7,17%. Le sous-secteur « transports maritimes », bien que moins doté, a un taux de réalisation plus important (28,57%).

Seul, le sous-secteur « énergie », représente le secteur secondaire avec un montant d'investissements de 1 980 millions de FCFA, réalisé à hauteur de 10,10% seulement.

TABEAU 12 Principaux projets de la région de Fatick

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets	Observations
44085	Fatick	Capital humain, Protection sociale et Développement durable	Complément construction et équipement hôpital de Fatick	1 200.000.000 FCFA	-----
44 179			Réhabilitation du Centre de Santé de Diofior	100 000 000 FCFA	-----
45 128			Construction université du Sine saloum (Kaolack, Fatick , Kaffrine et Diourbel)	10.000.000.00 0 FCFA	-----

Sources : PTIP 2017-2019

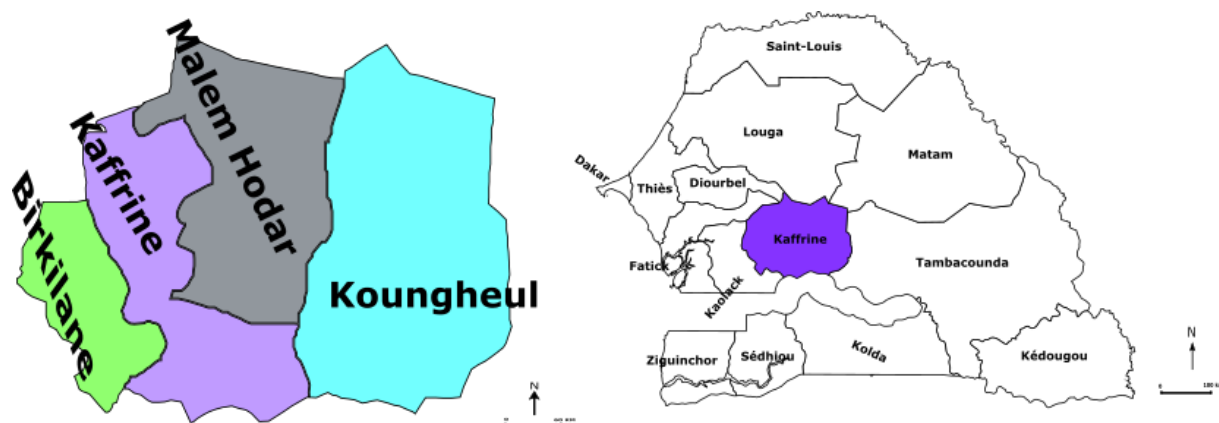
Afin de booster les productions agropastorales et halieutiques dans cette région, une restauration des potentialités des terres ainsi que l'écosystème de manière générale s'avère nécessaire. Pour ce faire, un accent sera mis sur:

- le renforcement des programmes de fermes agropastorales et d'aménagements agricoles ;
- l'accélération de la réalisation du pont de Foundiougne ;
- la poursuite des programmes de désenclavement avec la réalisation de pistes rurales et de routes pour une meilleure connectivité interne ;
- l'appui à la modernisation de la pêche ;
- la poursuite des programmes de renforcements des cartes scolaires et sanitaires, ainsi que le relèvement du plateau technique sanitaire ;

2.13. Région de Kaffrine

La région de Kaffrine s'étend sur une superficie de 11 181 km² soit 5,7% du territoire national, avec une population estimée à 655 119 habitants en 2017 avec une densité de 58 hbts/km².

CARTE 13 Région de Kaffrine

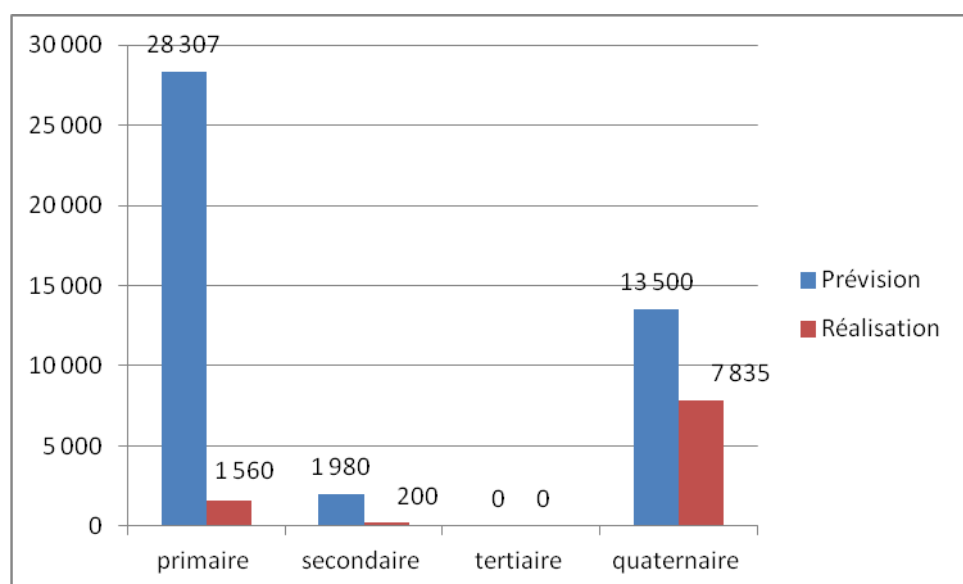


Source : Direction de la Planification, 2017.

La région de Kaffrine compte quinze (15) projets, pour une prévision d'investissements de 43 787 millions de FCFA. Le primaire 28 307 millions de FCFA soit 64,64%, le quaternaire 13 500 millions de FCFA soit 30,83%, et le secondaire 1 980 millions de FCFA soit 4,5%.

Les axes stratégiques développement retenus pour la région sont : (i) la promotion d'une économie régionale intégrée et créatrice de richesses et d'emplois ; (ii) le développement du capital humain à travers le renforcement de l'offre en services sociaux ; (iii) la préservation de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques pour un développement régional durable; et (iv) la promotion de la bonne gouvernance locale et de la participation citoyenne.

GRAPHIQUE 14 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Kaffrine



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018.

Le sous-secteur « agriculture » a bénéficié de la totalité des prévisions du primaire avec un montant de 28 307 millions de FCFA. Toutefois, le taux de réalisation est assez faible. Il est estimé à 5,51%, bien que la région de Kaffrine soit à forte vocation agricole. L'agriculture occupe 75% de la population régionale. Les 43 916 ménages agricoles disposent d'exploitations relativement importantes comparées au niveau national. En effet, 45,7% de ces ménages ont cultivé entre 1 et 5 ha et 32,1% entre 6 et 10 ha. En outre, la région compte de grands exploitants avec 5,2% des ménages ayant cultivé plus de 20 ha alors que la moyenne nationale est de 2,6%. Les principales cultures vivrières sont le mil, le sorgho, le maïs, etc. Des cultures de rente (l'arachide) et des cultures maraîchères (tomate, gombo, aubergine, bissap, courge, oignons, chou, pomme de terre, haricot vert, etc.) sont également cultivées dans la région.

Malgré, l'absence d'investissements dans le sous-secteur « élevage » noté dans l'exercice 2017 du PTIP, l'activité est pratiquée dans la région et, est de type extensif. Le cheptel est composé de bovins, caprins, équins, porcins et volailles familiales. Toutefois, il faut noter l'extension de pratiques modernes telles l'embouche bovine, ovine et l'aviculture.

L'insémination artificielle a permis la production de métis plus productifs, tant en viande qu'en lait. Par ailleurs, Kaffrine est une véritable région carrefour dans le commerce du bétail avec le marché de bétail de Birkelane qui a été modernisé par l'Etat en partenariat avec l'Union Économique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Les 76,29% des prévisions du quaternaire sont attribués au sous-secteur « éducation et formation », avec un taux de réalisation de 61,60%.

Quant au secondaire, seul le sous-secteur de l'énergie présente un investissement pour un montant prévisionnel de 1 980 millions de FCFA, réalisé à hauteur de 10,10% seulement.

Pour cette programmation 2017, le secteur tertiaire n'est pas représenté, malgré les potentialités dans les domaines de l'artisanat et du commerce.

TABLEAU 13 Principaux projets de la région de Kaffrine

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets	Observations
11 022	Kaffrine	Transformation structurelle de l'économie et croissance	Projet appui aux filères agricoles (PAFA)	1.777.000.000 FCFA	Construction de magasins de stockage
44 220			Reh et équip cs Guédiawaye, dkr, sud, khombole, kaffrine, hop psy de djimkore	300.000.000 FCFA	7 achevés et 7 en cours d'achèvement

Sources : PTIP 2017-2019

Il faudra relever un retard dans l'exécution de certains projets qui méritent d'être accélérés pour renforcer le potentiel d'activités socioéconomique de Kaffrine et l'accès des populations aux services sociaux de base. Par conséquent, il sera nécessaire :

- d'élaborer et de mettre en œuvre du plan directeur d'assainissement ;
- d'accélérer le projet régional d'appui au pastoralisme en cours de mise en œuvre depuis deux ans;
- développer des ouvrages et réseaux d'évacuation des eaux pluviales.

2.14. Région de Kédougou

La région de Kédougou s'étend sur 16 896 km² avec une population estimée à 172 482 habitants en 2017, soit une densité de 10hbs/km²

CARTE 14 Région de Kédougou



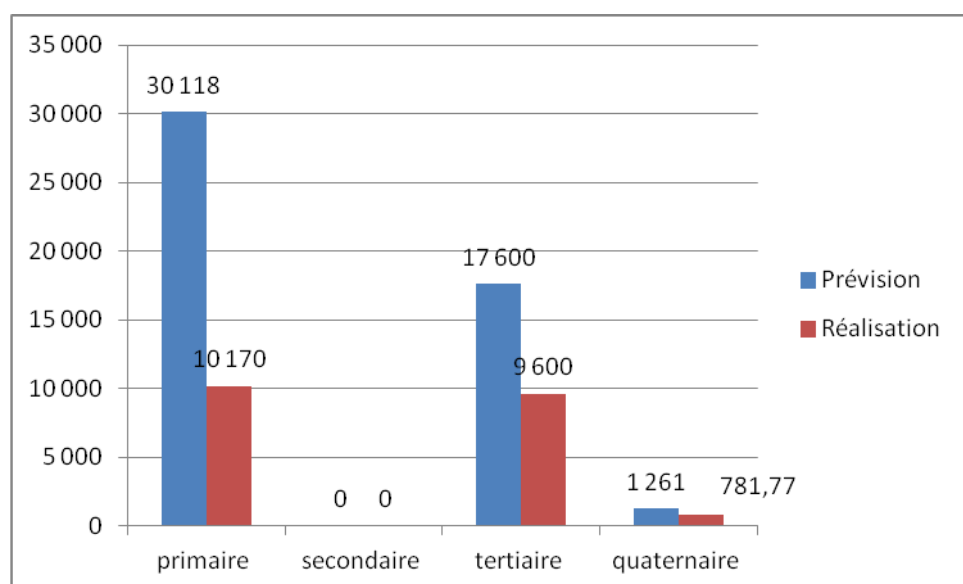
Source : Direction de la Planification, 2017.

La région de Kédougou compte seize (16) projets, pour un montant prévisionnel de 48 979 millions de FCFA, contre 32 488 millions en 2016 pour le même nombre de projets. Cet investissement est réparti entre les secteurs comme suit : primaire : 30 118 millions de FCFA, tertiaire : 17 600 millions de FCFA, quaternaire : 1 261 millions de FCFA. Pour le secondaire les investissements n'ont pas été relevés dans le SIGFIP. Compte tenu de ses potentialités surtout dans le domaine minier, la région a certainement bénéficié d'investissement dans ce domaine.

Les options stratégiques du territoire régional sont : (i) le renforcement de l'attractivité de la région ; (ii) l'accès aux infrastructures et services sociaux de base ; (iii) la croissance économique ; (iv) la protection sociale et environnementale ; et (v) la gouvernance locale.⁵

⁵ Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) 2013-2017.

GRAPHIQUE 15 Répartition sectorielle des investissements pour la région de Kédougou



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018.

Le sous- secteur « agriculture » concentre les investissements du secteur à hauteur de 97,60%. Les réalisations sont à hauteur 34,36%. Ce sous- secteur contribue à l'autosuffisance alimentaire et occupe une place importante dans l'économie régionale. La somme importante allouée au secteur peut s'expliquer par le fait que le primaire dispose d'importants atouts liés particulièrement à des conditions éco-géographiques favorables. Depuis 2014, l'État du Sénégal a mis en place, le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) qui est le volet agricole du PSE, pour une atteinte rapide des objectifs de développement assignés à l'agriculture afin de lui permettre de jouer pleinement le rôle de fer de lance du développement économique et social. L'objectif est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, d'assurer une augmentation conséquente des revenus des producteurs et maîtriser l'exode rural par la création d'emplois locaux.

Ainsi, avec la mise en œuvre de ces orientations de politiques agricoles, la production céréalière affiche de bonnes performances grâce aux effets conjugués de la qualité des semences certifiées, d'une bonne pluviométrie, d'une augmentation des emblavures céréalières (+13%) et d'un appui technique et financier marqué par sa diversité.

Le sous- secteur « transports routiers » est le seul renseigné dans le secteur tertiaire avec une prévision de 17 600 millions de FCFA pour un taux de réalisation de 54,55 %.

Quant au secteur quaternaire, il bénéficie d'un montant de 1 261 millions de FCFA avec un taux de réalisation de 62%. Les sous -secteurs « culture, jeunesse et sport », et « santé et nutrition », concentrent l'essentiel de l'investissement avec des montants respectifs de 750 millions de FCFA et 511 millions de FCFA.

Malgré, les potentialités que regorgent la région, le secteur secondaire est absent pour cette programmation. En effet, Kédougou recèle un important potentiel minier constitué de gisements et d'indices d'or, de fer, d'uranium, de lithium, d'étain, de molybdène, de cuivre, de nickel, de marbre, etc., ce qui en fait de la région un pôle d'attraction pour les investisseurs.

En vue de faciliter l'exploitation de ces importantes ressources de qualité il est nécessaire de réaliser les infrastructures de désenclavement, de transport et d'évacuation portuaire.

Pour la production d'or, elle a connu un fléchissement en 2015 par rapport aux deux années précédentes. La production en 2016 est la plus importante quantité enregistrée depuis 2013. Une variation de 15% est enregistrée entre 2015 et 2016 et devrait s'améliorer avec l'exploitation industrielle de la mine d'or de Mako.

TABEAU 14 Principaux projets de la région de Kédougou

Code	Région	Contribution on Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets	Observations
11052	Kédougou	Transformation structurelle de l'économie et croissance	Programme D'appui Au Développement Agricole Et A L'entrepreneuriat Rural (PADAER)	6.467.000.000 FCFA	Aménagements Hydro-agricoles (Bas-fonds)
11063			Aménagement 1000 Ha De Bas-Fonds Dans Les Pays De L'UEMOA	2.500 000 000 FCFA	-----
11071			Projet De Construction Et De Réhabilitation De Pistes Communautaires	3.500.000 000 FCFA	Réalisation de la piste Nafadji - Medina Baffé dans la commune de Medina Baffé pour un linéaire de 19,2km
42049			Projet De Construction Des Stades Régionaux De Kaffrine, Kédougou Et Sedhiou	750. 000 000 FCFA	----- -

44 15 9			Projet De Renforcement Des Soins De Santé Maternelle A Tamba Et Ked/Japon	371.000.000 FCFA	----- ---
------------	--	--	---	---------------------	--------------

Sources : PTIP 2017-201

En dépit de certains investissements réalisés, il reste encore beaucoup d'efforts à faire pour le développement de la région :

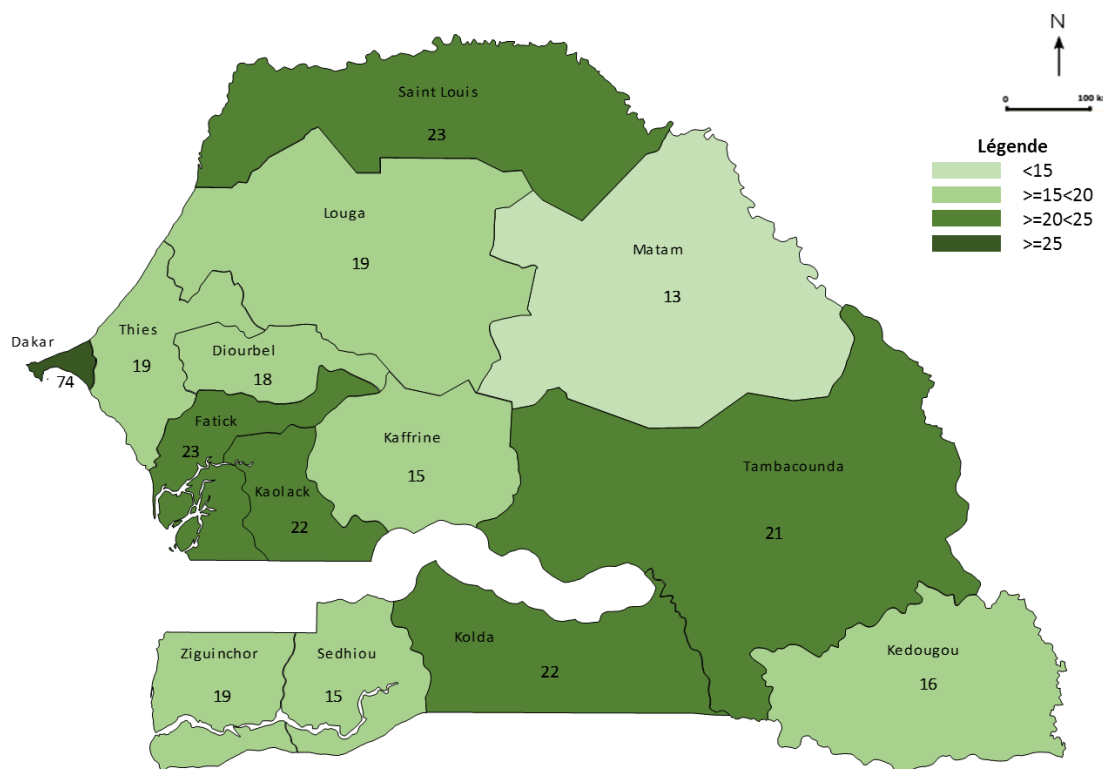
- Accélérer son désenclavement ;
- Renforcer l'offre d'infrastructures pour l'accès aux services de santé et d'éducation ;
- Mettre en œuvre des actions d'électrification rurale (prise en charge dans le Programme d'Urgence d'électrification Rurale et par l'ASER).

III. Analyse des disparités du PTIP 2017

3.1. Analyse Spatiale de la répartition des Projets

La répartition régionale du PTIP 2017 montre que la région de Dakar, à elle seule, bénéficie de 74 projets sur 319, et constitue avec Saint-Louis (23 projets), Fatick (23 projets) Kaolack (22 projets), Tambacounda (21 projets), Kolda (22 projets), les régions les plus pourvues en termes de nombre de projets d'investissement. Les régions de Thiès (19 projets), Louga (19 projets), Ziguinchor (19 projets), Diourbel (18 projets), Kédougou (16 projets), Kaffrine (15 projets), Sédhiou (15 projets) et Matam (13 projets) constituent la classe aux nombres de projets inférieurs à la moyenne de 22 projets. Dans le calcul de la moyenne ne sont considéré que les projets spécifiquement régionaux. Ce qui fait ressortir des disparités dans la répartition des investissements entre les régions.

CARTE 15 Nombre de projet par région



Source : DP, DGB

Concepteur : Direction de la Planification (DP), Sept. 2018

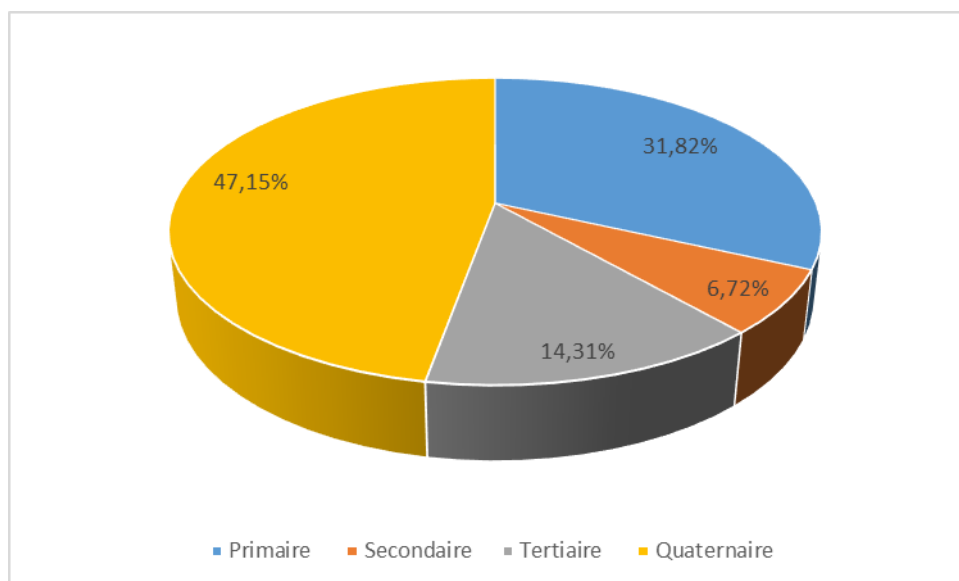
3.2. Analyse sectorielle de la répartition régionale des Projets

Le Programme Triennal d'Investissement (2017) dénombre trois cent dix-neuf (319) projets au niveau régional, pour des réalisations de 259 724 millions de FCFA inégalement répartis dans les secteurs.

En termes de projets, le quaternaire bénéficie du plus grand nombre de projets (323) soit 47,15% du total, suivi du primaire avec 218 projets (31,82%) et du tertiaire (98 projets) soit 14,31%. Le secteur secondaire est le moins doté avec 46 projets soit 6,72%.

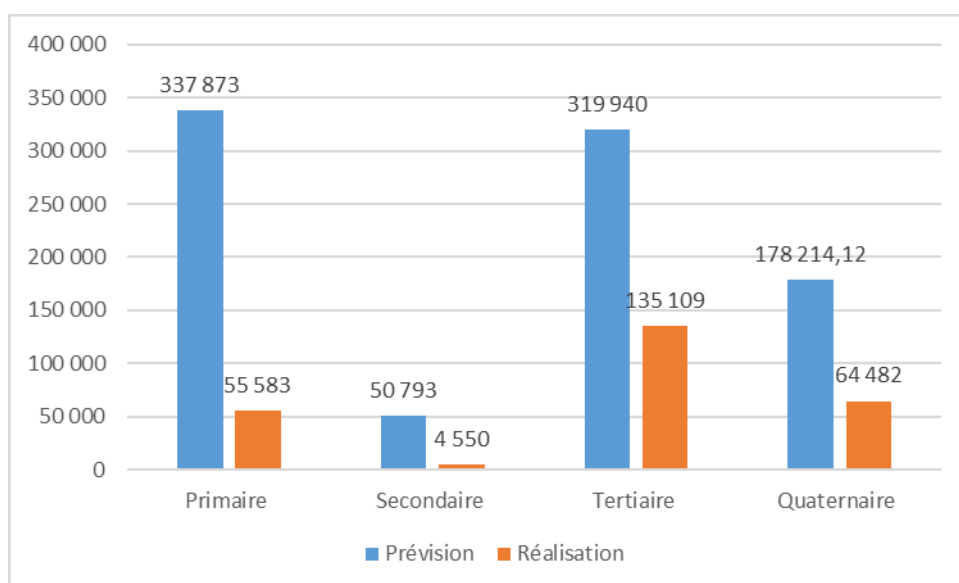
Le nombre de projets dans le quaternaire peut s'expliquer par le fait que ce secteur est essentiellement social. Le secteur secondaire est absent dans au moins cinq régions: Louga, Matam, Kolda, Sédhiou, Kédougou. Ce qui met en exergue son faible développement dans le pays.

GRAPHIQUE 16 Répartition sectorielle des projets



Source: SIGFIP 2017 DGB et calculs DP 2018

GRAPHIQUE 17 Répartition sectorielle des investissements prévus et réalisés du PTIP régionalisé 2017



Source: SIGFIP 2017/DGB et calculs DP 2018.

La répartition sectorielle du montant des investissements PTIP 2017, est aussi inégale au niveau des régions. L'essentiel est concentré au niveau du secteur primaire et représente 38,09% du total des investissements et les autres varient selon les régions.

En effet, le secteur primaire a bénéficié d'un volume d'investissement plus important de 337 873 millions de FCFA avec un taux de réalisation de 16,45% qui est assez faible. Il est suivi du tertiaire avec 319 940 millions de FCFA, réalisé à hauteur de 42,23%. Ensuite, vient le quaternaire avec 178 214 millions de FCFA avec un taux d'exécution de 36,13%. Enfin, le

secondaire avec le montant le moins important en termes d'investissements (50 793 millions de FCFA) pour un taux de réalisation le plus faible estimé à (8,96%).

La programmation des investissements du PTIP participe à la prise en charge des préoccupations régionales. En effet, beaucoup d'objectifs des régions sont conformes aux prévisions d'investissements du PTIP. C'est pourquoi, il importe de renforcer la dotation en investissements et des projets spécifiquement régionaux. Toutefois, les taux de réalisations relativement faibles constituent une véritable problématique qu'il faut résoudre pour l'atteinte des objectifs de développement dans les régions. Si l'absence des projets du secondaire dans certaines régions est regrettable, la diversification sectorielle des actions de développement et la prise en compte des requêtes des régions est relativement acceptable. Par conséquent, le développement du secteur secondaire par un appui aux PMI/PME contribuerait à consolider les bases de l'émergence. Ce qui suppose, entre autres : une amélioration de l'environnement des affaires ; un repositionnement du Fonds de garanti pour les investissements prioritaires (FONGIP) favorable au développement de micro entreprises rurales ; et le renforcement de la mise en place d'infrastructures de soutien à l'économie à travers le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) et des autres programmes similaires.

L'analyse a révélé une présence marquée du primaire et du tertiaire dans presque toutes les régions, mais aussi une centralisation accrue. Cela dénote une convergence des priorités sur les activités du secteur primaire mais également en termes de demande sociale. La concentration des investissements publics régionalisés dans le secteur primaire est caractéristique des économies des pays en développement et laisse apparaître la faible transformation structurelle de l'économie.

Le Sénégal se caractérise ainsi par un secteur primaire qui continue de mobiliser près de la moitié de l'emploi sans valeur ajoutée à la hauteur des attentes. Cela s'explique entre autre, par une agriculture principale sous-secteur du primaire qui est toujours sous forme familiale. Cela malgré les réformes initiées notamment la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-pastorale (LOASP) qui n'est toujours pas opérationnelle. Pour une meilleure prise en compte des besoins d'investissements régionaux, la promotion des projets d'initiative régionale serait nécessaire. D'où l'importance de la mise en œuvre rapide de l'approche relative à la territorialisation des politiques publiques.

IV. Analyse de la répartition par secteur et sous-secteur des projets de l'exercice 2017 du PTIP

4.1. Le Secteur primaire

Le primaire compte deux cent dix-huit (218) projets soit 31,83% contre 137 en 2016 du total de la programmation pour un montant d'investissement de 464 000 millions de FCFA. Par rapport à l'année 2016, il est noté une hausse de 59,12% du nombre de projets. L'activité du secteur primaire pris dans son ensemble (pêche comprise), a connu une performance ces dernières années. Brillantes en 2015 avec une progression de 18 %, la tendance est toujours à la hausse avec 10 % en 2016 et 8 % en 2017⁶.

L'enveloppe financière comme pour les autres programmations, est toujours inégalement répartie, le sous-secteur de l'agriculture (118 projets soit 54,12%) concentre plus de la moitié des projets alloués au secteur primaire. Cette prédominance de l'agriculture s'explique, entre autre, par la véritable tradition agricole qui emploie près de la moitié de la population active. Dans ce secteur primaire, les projets d'ordre national et multirégional regroupent les 27,19% des investissements. Les différentes régions se partagent les 72,81 % qui restent.

4.1.1. Agriculture

Cent dix-huit (118) projets sont dénombrés pour le sous-secteur « agriculture » sur les deux cents dix-huit (218) que compte le secteur, avec un montant d'investissement de 377 976 millions de FCFA, soit 81,46 % du volume d'investissements noté dans le primaire. Le sous-secteur agricole bénéficie de la mise en œuvre du Programme volontariste d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS). En outre, dans la poursuite de l'objectif principal d'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment l'autosuffisance en riz à l'horizon 2017, il a été lancé le Programme national d'autosuffisance en riz (PNAR) qui est une politique soutenue et ambitieuse d'aménagement des périmètres rizicoles mise en œuvre avec l'appui aux riziculteurs en intrants (fertilisants, semences, etc.), en matériel agricole et avec l'effacement de dettes. A la suite de cette échéance, une seconde phase du PRACAS est à l'étude.

⁶ <http://www.economiesafricaines.com/les-territoires/senegal/les-secteurs-d-activite/le-secteur-agricole> consulté le 06/11/2018

Les régions de Matam, Kaffrine, Louga et Kédougou regroupent 30,61% du volume d'investissement, justifié ainsi par les aménagements hydro agricoles effectués dans ces régions.⁷

Le niveau national (17,60%) a enregistré le taux d'investissement le plus élevé et les régions comme, Louga (7,98%) Kédougou (7,78%), Kaffrine (7,49%), Matam (7,37%), Tambacounda (6,91%), Fatick (6,84%), Multi région (6,37%), Kaolack (5,79%), Sédhiou (5,12%), Kolda (4,86%), Saint-Louis (4,75%), Diourbel (4,46%), ont enregistré des taux d'investissements inférieurs à 10%. Les régions de Ziguinchor (2,82%), Thiès (2,39%) et Dakar (1,47%) se retrouvent avec des taux d'investissement assez faibles.

4.1.2 Élevage

Le sous-secteur de l'élevage compte vingt et un (21) projets avec un montant prévisionnel de 22 240 millions de FCFA. L'élevage constitue avec l'agriculture, les principales activités des populations rurales, pourvoyeuses d'aliments et de revenus monétaires. A ce titre, il est un secteur stratégique, Toutefois, sa contribution à la richesse du pays n'est pas à la hauteur des attentes. Selon le RGPHAE de 2013, le sous-secteur de l'élevage occupe près de 60% des ménages agricoles du Sénégal. En relation avec les potentialités de chaque région, l'élevage est pratiqué suivant des intensités différentes. Les investissements et le nombre de projet dans ce sous-secteur semblent suivre cette dynamique. Il est plus présent dans les régions comme Louga (29,54%) et Matam (29,22%) qui sont des zones sylvopastorales avec le Ranch Doly qui offre un cadre beaucoup plus favorable à la pratique de cette activité. Les autres projets sont localisés à : Dakar (5,72%), Thiès (1,80%), Ziguinchor (1,13%), Sédhiou (1,13%), Kolda (13%) et Kédougou (0,47%).

4.1.3 Eaux et Forêts

Le sous-secteur « eaux et forêts », compte quarante-deux (42) projets, pour un montant prévisionnel de 30 308, 38 millions de FCFA, soit 6,53% du secteur.

Après le niveau national (34,16%), les projets du secteur sont implantés au niveau des régions de: Ziguinchor (9,73%), Sédhiou (9,73%), Kolda (9,73%), Louga (8,42%), Tambacounda (6,27%), Saint-Louis (8,30%), Matam (3,50%), Dakar (5,25%), Thiès (4,80%) et Fatick (0,11%). Les investissements du sous-secteur ne sont pas bien présents au centre du pays malgré les efforts consentis dans ce domaine.

⁷ La nature des projets explique son inscription au PTIP depuis 2013.

4. 1.4 Pêche

Le sous-secteur « pêche » compte cinq (5) projets pour un montant de 4 510,57 millions de FCFA, soit 0,97%. Seuls, les investissements du niveau national (56,53%) et multi région (43, 47%) sont retracés dans le SIGFIP. Au niveau des régions, il n'a pas été enregistré de projets spécifiques.

4.1.5. Hydraulique rurale et agricole

Le sous-secteur « hydraulique rurale et agricole » totalise vingt-six (26) projets pour un montant de 27 625,05 millions de FCFA, soit 5,95% du primaire.

Dans ce sous-secteur, les plus importants investissements ont été enregistrés au niveau national et dans la région de Kaolack avec des taux d'investissement respectifs de 37,10% et 18,24% suivi des régions de Diourbel (11%) et le niveau Multi région (10,03%). Les régions de Fatick (5,32%), Saint Louis (4,70%), Ziguinchor (3,62%), Kédougou (2,24%), Matam (2,24%), Tambacounda (2,24%), Thiès (1,82%), Louga (1,45%) quant à elles leurs niveaux d'investissement sont assez faibles.

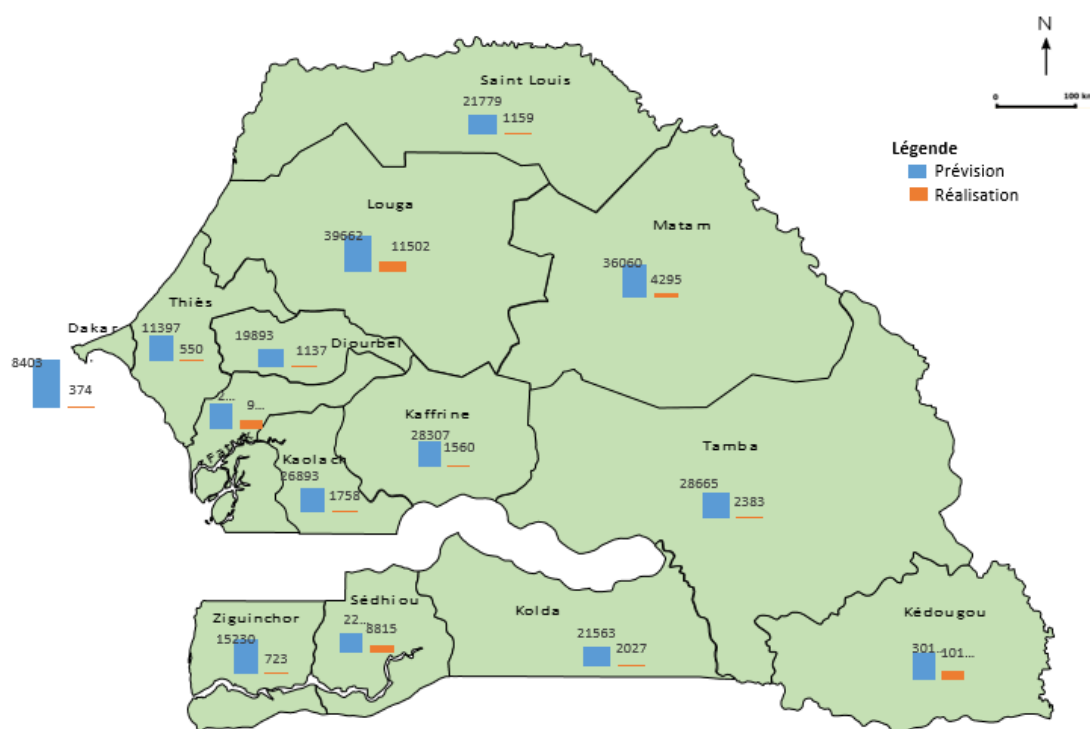
4.1.6. Études et Recherches du Primaire

Le sous-secteur totalise un nombre de quatre (4) projets, pour un montant de 590 millions de FCFA. Ces projets sont localisés et exécutés dans la région de Ziguinchor et au niveau national avec des taux d'investissement respectifs de (59,32%) et (40,68%).

4.1.7. Appui institutionnel, Renforcement et Assistance Technique/Primaire

La totalité des prévisions du sous-secteur est allouée au niveau national avec un montant de 750 millions de FCFA.

CARTE 16 Niveau des investissements du secteur primaire



Source : DP, DGB

Concepteur : Direction de la Planification (DP)_2018

4.2. Le secteur secondaire

Le secteur secondaire compte quarante-six (46) projets soit 6,71% de la programmation 2017 pour un montant prévisionnel de 117 327,75 millions de FCFA. Pour cette année, le secteur est mieux doté par rapport à l'année 2016 qui n'avait enregistré que 16 projets pour un montant d'investissement de 69 496 millions de FCFA. Cependant, le maillage territoriale reste toujours faible et peu dynamique dans certaines régions où il est à remarquer la faible présence du secteur.

4.2.1 Énergie

Le sous-secteur « énergie », compte trente et un (31) projets contre quatorze (14) en 2016 avec une prévision de 103 193 millions de FCFA, contre 59 721 millions l'année précédente. Ce sous-secteur occupe 87,95% des investissements contre 85,93% en 2016. Cette évolution positive est à mettre en rapport avec la volonté de plus en plus affirmée de généraliser l'accès à l'électricité. Toutefois, des efforts restent à faire pour cet ambitieux programme. En effet, si le taux d'accès des ménages est fort appréciable en milieu urbain où il peut atteindre 90%, il n'est que de 30% en 2016 en milieu rural⁸. Le niveau national obtient le plus important taux d'investissement avec 53,82%, suivi de loin par la région de Tambacounda (19,72%),

⁸ VF_Project+Paper_SEN/Projet2_06+Novembre+2017

Kaolack (6,75%), Dakar (4,83%), Diourbel (4,09%), Ziguinchor (3,38%), Thiès (1,92), Fatick (1,91%), Kaffrine (1,91%), Saint Louis (1,45%), et multi région qui bénéficie du plus faible taux avec 0,22%.

4.2.2 Mines

Un seul projet a été enregistré dans le sous-secteur des mines pour un montant prévisionnel de 34 millions de FCFA soit 0,03% du secondaire. Et ce projet est alloué au niveau national. Toutefois, ce sous-secteur fait l'objet de beaucoup d'investissements privés qui ne sont pas retracés dans le système intégré de gestion des finances publiques (SIGFIP).

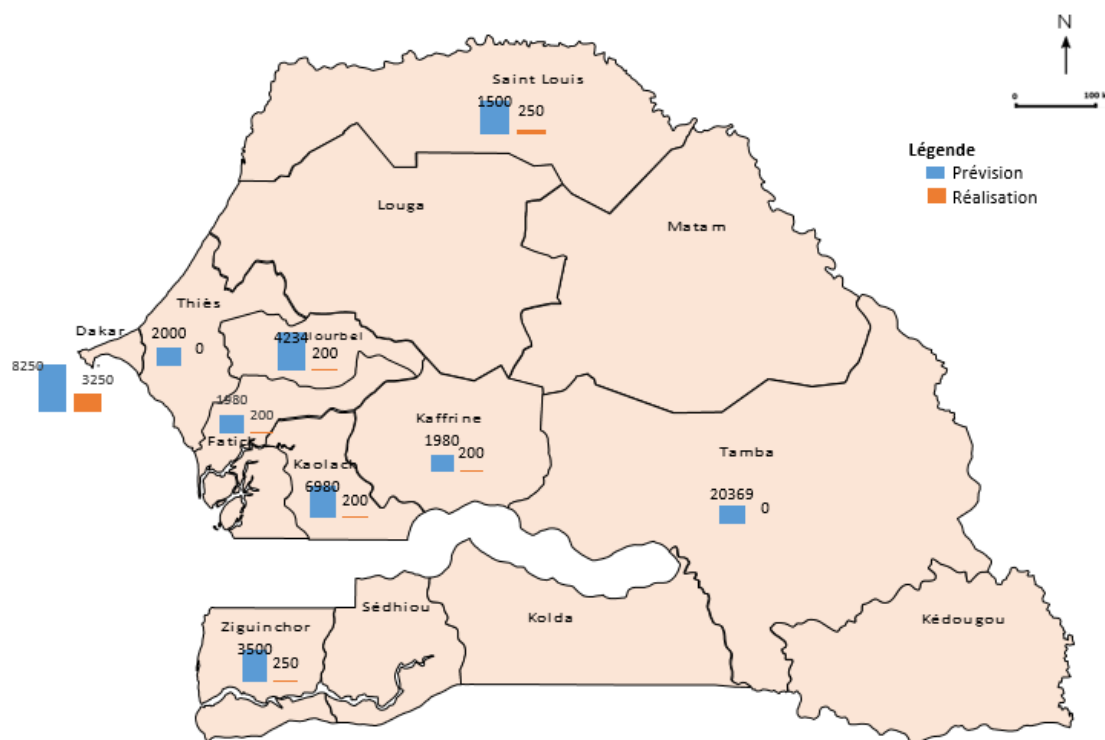
4.2.3 Industrie

Le sous-secteur de l'industrie compte onze (11) projets pour un montant de 12 456,75 millions de FCFA, soit 10,61% du secteur. Le secteur industriel, caractérisé par une base relativement étroite, repose essentiellement sur la production d'engrais, d'acide phosphorique, sur la transformation de l'arachide, des produits de la mer, la fabrication de produits alimentaires à base de céréales, etc. Pourtant, l'ambition est de faire du Sénégal un « hub industriel » dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Sénégal Émergent (PSE). Paradoxalement le sous-secteur est faiblement représenté. Les investissements enregistrés dans ce PTIP sont au niveau national avec 73,91%, et la région de Dakar 26,09%. L'objectif de positionner le Sénégal comme « hub industriel régional » passe par la promotion industrielle en lui accordant plus d'attention et d'investissements.

4.2.4 Artisanat

Le sous-secteur « artisanat » compte trois (3) projets pour une prévision de 1 644 millions de FCFA, soit 1,41% du secteur. Comparé à l'année 2016 pour laquelle aucun projet n'a été enregistré, des efforts sont enclenchés et peuvent être mis en rapport avec l'ambition de faire de l'artisanat, un métier souvent assimilé à une caste ou une ethnie, un levier de croissance inclusive. C'est un sous-secteur qui souffre de son caractère informel qui mérite un accompagnement de la part de l'Etat pour passer de l'artisanat de survie à l'artisanat d'entreprise.

CARTE 17 Niveau des investissements du secteur secondaire



Source : DP, DGB

Concepteur : Direction de la Planification (DP)_2018

4.3. Le secteur tertiaire

Quatre-vingt-dix-huit (98) projets ont été dénombrés pour le secteur tertiaire avec un volume financier de 470 196 millions de FCFA, soit 30,66% du PTIP2017. Ce secteur connaît une progression de 78,18% (98 contre 55 projets en 2016) en termes de nombre de projets et de 61,98% en termes de volume d'investissement.

Le secteur tertiaire est présent dans presque toutes les régions, à l'exception de Kaffrine, Sédhiou et Matam pour lesquelles, il n'a pas été enregistré de projets qui leur sont spécifiques.

Les projets de la région de Kolda connaissent le taux d'exécution le plus important (74,14%)

4.3.1. Commerce

Le sous-secteur « commerce », compte huit (8) projets pour un montant prévisionnel de 12 037 millions de FCFA, contre deux (2) en 2016. Pour 2017, le poids du commerce dans le secteur tertiaire est de 2,55%. Ce sous-secteur mérite un appui conséquent compte tenu des potentialités à saisir dans la mise en œuvre de plusieurs projets qui comportent une dimension commerce en général et export en particulier. En effet, plusieurs projets du PSE notamment la mise en place de fermes intégrées, dont les DAC, les agropoles intégrées de transformation agroalimentaire, les zones greniers de stockage, la relance de la production nationale

d'arachide et les corridors céréalière entre autres nécessitent le développement d'infrastructures commerciales telles que la construction de plateformes commerciales de produits agricoles en milieu rural, l'édification de complexes d'infrastructures commerciales, la création de zones dédiées aux services d'export, la création de marchés de gros pour les céréales et les fruits et légumes, la création de maisons de labellisation de produits du terroir dans les zones touristiques, etc.

Il ressort que les investissements du sous-secteur sont inégalement répartis dans ce PTIP. Au niveau de la région de Dakar, ils représentent 83,08%, 8,70% au niveau des projets d'envergure nationale et 8,22% au niveau de la région de Kolda

4.3.2. Tourisme

Le sous-secteur compte onze (11) projets soit 11,22% du secteur avec un montant prévisionnel de 10 515 millions de FCFA.

Les investissements du tourisme sont absents dans la plupart des régions. Et ne sont présents qu'au niveau des projets d'envergure nationale (30,82%), dans les régions de Thiès (29,48%), de Saint-Louis (25,10%), de Fatick (8,08%), de Ziguinchor (4,75%) et de Dakar (1,67%). Pourtant, les autres régions comme Tambacounda (parc national), Kédougou (les chutes de Dindéfelo), Diourbel (les sites religieux) regorgent de potentialités touristiques qui méritent d'être appuyées pour contribuer à la relance du Tourisme au Sénégal.

Étant jadis un sous-secteur de croissance, le tourisme devrait avoir plus d'attention avec l'aménagement de nouveaux sites et une diversification de l'offre touristique.

4.3.3 Transports routiers

Le sous-secteur « transports routiers » dénombre cinquante-six (56) projets soit 57,14% du secteur, avec une prévision de 332 631 millions de FCFA. Les transports routiers sont presque présents dans toutes les régions. Cette situation peut s'expliquer par l'option d'un meilleur développement des infrastructures routières pour une amélioration de la mobilité urbaine et interurbaine et une réalisation des pistes rurales pour un désenclavement du milieu rural. Toutefois, la répartition du volume d'investissement est inégalement répartie :

- les régions à forte présence sous sectorielle : Thiès (19,51%), niveau national (16,98%), multi région (13,67%) ;

- les régions à moyenne présence du sous-secteur : Diourbel (11%), Tambacounda (8,15%), Saint-Louis (7,28%), Dakar (6,70%), Kédougou (5,24%), Kolda (4,16%), Fatick (3,36%), Kaolack (2,14%) ;
- les régions à faible présence des projets du sous-secteur : Louga (1,21%) et Ziguinchor (0,60%).

4.3.4. Transports ferroviaires

Le sous-secteur « transports ferroviaires » compte cinq (5) projets pour un montant prévisionnel de 98 200 millions de FCFA. L'importance du montant s'explique entre autre par la construction de la desserte ferroviaire Dakar-AIBD (Train Express Régional). La contribution du sous-secteur à faciliter les flux de transport (internes et régionaux) fait occuper aussi une place importante au sous-secteur dans l'activité économique du pays. Cependant, il faut noter la faible présence du sous-secteur au niveau des régions.

À part le niveau national (34,82%), les projets du sous-secteur sont notés qu'à l'ouest au niveau des régions de Dakar (32,59%) et de Thiès avec le même taux.

4.3.5. Transports maritimes

Le sous-secteur compte deux (2) projets pour une prévision de 3 350 millions de FCFA. Les investissements pour ce sous-secteur sont absents presque dans toutes les régions. Seule la région Fatick (52,24%) et le niveau national (47,76%) ont pu bénéficier de ces investissements. Ils portent notamment, sur la réhabilitation d'infrastructures portuaires au niveau de Dakar ainsi que la mise à l'exploitation du port et l'aménagement d'un terminal à hydrocarbures à Ndakhonga dans le département de Foundiougne (région de Fatick). Cette dernière favorisera le développement des potentialités industrielles, économiques, commerciales, agricoles, touristiques pour toute la zone centre du Sénégal. Cet aménagement portuaire constituera une plateforme de redistribution de marchandises surtout en provenance de la Casamance vers le centre du pays. En plus, ces investissements contribueront à conforter la place du Sénégal dans les échanges avec les pays voisins.

4.3.6 Transports aériens

Le sous-secteur « transports aériens » compte trois (3) projets pour un montant d'investissements de 5 225 millions de FCFA réparti comme suit : Thiès (69,38%), réalisé à hauteur de 100%, Dakar (30,62%). Ce sous-secteur est d'une importance capitale. En effet, le niveau et la qualité des services aériens sont devenus des facteurs déterminants dans le choix de l'implantation géographique des entreprises et des organismes internationaux. C'est

pourquoi, le Gouvernement s'est engagé à y apporter son soutien. Toutefois, pour cette année, aussi bien le nombre de projet (3 contre 6 en 2016) que le volume des investissements (5 225 millions contre 13 500 millions en 2016) ont baissés. Ce qui ne reflète pas l'objectif de mettre en place une véritable politique de transport aérien. En outre, ce sous-secteur est inégalement réparti voire inexistant dans les régions. Or l'objectif de faire de Dakar une plateforme aérienne de référence pour servir l'ambition du Sénégal de devenir un hub de services (médical, tourisme, sièges régionaux d'entreprises et institutions internationales, éducation-formation) nécessite au-delà de la mise en service de l'AIBD, la réhabilitation des aéroports régionaux. Toutefois, la mise en place d'une compagnie nationale de transport aérien renforce l'atteinte de cet objectif.

4.3.7 Poste, Télécommunication et Information

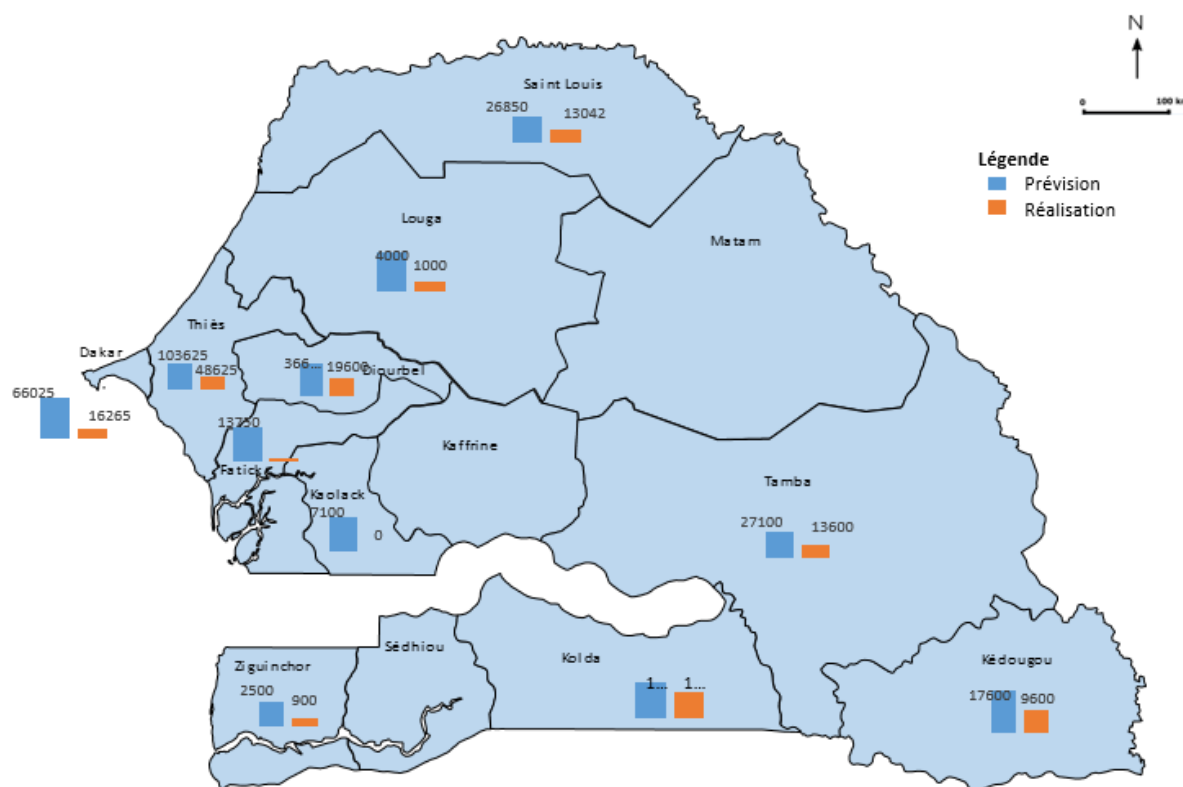
Ce sous-secteur occupe une place de choix dans le Plan Sénégal Emergent (PSE) dans l'optique de faire du Sénégal un hub de services dans la sous-région. Les télécommunications et les TIC ont joué un rôle important dans la croissance économique en contribuant à la formation du PIB à hauteur de 7,0 % avec un chiffre d'affaires de près de 575,6 milliards de francs CFA en 2015⁹. Toutefois, les investissements restent toujours en deçà de l'importance du sous-secteur. En effet, bien que des efforts ont été déployés par rapport à l'année 2016, le sous-secteur « poste, télécommunication et information », n'a totalisé que huit (8) projets pour un montant prévisionnel de 7 208 millions de FCFA. En outre, la totalité des investissements du sous-secteur se trouve au niveau national. Ce qui pose le problème de la répartition inégale des infrastructures de télécommunications dans le territoire à travers les régions. L'insuffisance des investissements publics dans ce sous-secteur entraîne le faible accès aux services et à l'information, en particulier dans les zones rurales.

4.3.8 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire

Le sous-secteur « appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire » compte cinq (5) projets pour une prévision de 1 030 millions de FCFA. Tous les investissements sont au niveau national.

⁹ PTIP 2017 2019 page 72

CARTE 18 Niveau des investissements du secteur tertiaire



Source : DP, DGB

Concepteur : Direction de la Planification (DP)_2018

4.5. Le secteur quaternaire

Le secteur quaternaire constitue un levier important de la politique gouvernementale pour améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base. Il compte trois cent vingt-trois (323) projets soit 47,15% du total des projets du PTIP 2017 contre 117 projets en 2016, pour une prévision de 481 966,52 millions de FCFA contre 135 165 millions l'année précédente, soit une augmentation de plus du double du volume des investissements. Ce secteur est majoritairement dominé par les projets des sous-secteurs de « l'éducation et de la formation » et de la « santé et nutrition » qui représente 62,23% en terme de nombre de projets et 42,25% du volume des investissements. En effet, ces deux sous-secteurs sont des piliers fondamentaux du capital humain et de la protection sociale que les autorités ont fixés comme axe dans la quête de l'émergence à l'horizon 2035. Une performance dans ces sous-secteurs peut contribuer à instaurer et à renforcer la paix et la stabilité sociale dans ce pays.

4.5.1. Hydraulique urbaine et Assainissement

Le sous-secteur compte vingt-trois (23) projets soit 7,12% pour un montant de 42 200 millions de FCFA. Ce sous-secteur a également connu une hausse aussi bien du point de vu du nombre de projets que du montant des investissements comparativement à l'année

antérieure. Il fait partie des déterminants de la santé sur lesquels une bonne politique de santé préventive peut être bâtie d'où son importance.

La région de Dakar bénéficie du plus important taux d'investissement avec 44,31% du secteur à mettre en rapport avec la forte concentration de la population exprimant une forte demande en service hydraulique et d'assainissement. Les régions de Louga (24,17%), le niveau national (11,61%), de Sédhiou, de Tambacounda, de Kaolack et de Kaffrine ont un taux de 4,74%, multirégion qui se retrouve avec le plus faible taux (0,95%) se retrouve avec un taux de réalisation de 100%. Au sujet de la faible présence de projet du sous-secteur dans ces régions, il faut signaler qu'il est nécessaire de renforcer les offres de services hydraulique urbaine et d'assainissement pour leur modernisation et faire face aux multiples contraintes dont elles font face pendant l'hivernage notamment.

4.5.2. Culture, Jeunesse et Sport

Le sous-secteur « culture, jeunesse et sport » compte vingt-deux (22) projets pour une prévision d'investissements de 24 812,99 millions de FCFA. Les projets programmés pour ce sous-secteur ont plus que doublé aussi bien en nombre qu'en volume d'investissements enregistrés pour l'année 2017. Ce sous-secteur constitue un axe majeur d'intervention des politiques de développement socio-économique pour l'épanouissement social et professionnel notamment de la jeunesse. Comme pour les autres sous-secteurs, les projets sont inégalement répartis dans les régions. Dakar a le taux d'investissement le plus élevé (60,12%), le niveau national (21,54%), les projets multirégionaux (9,28%), les régions de Sédhiou, de Kaffrine, et de Kédougou ont chacune 3,02%.

4.5.3. Urbanisme, Habitat et Cadre de vie

Ce sous-secteur compte vingt-six (26) projets avec une prévision d'investissement de 37 180 millions de FCFA. L'essentiel des investissements est concentré au niveau national (41,09%), les autres régions se présentent comme suit: Dakar (25,27%), Thiès (7,87%), Fatick (7,87%), Sédhiou (5,38%), Ziguinchor (5,38%), Kolda (5,38%), Multi région (0,99%) et Diourbel (0,76%). Bien que le volume d'investissement soit porté de 29 018,48 millions à 37 180 millions de FCFA à l'espace d'une année, il reste beaucoup d'efforts à fournir au regard des problématiques adressées par ce sous-secteur. Il s'agit entre autres, de la prolifération des bidonvilles, l'existence d'une urbanisation rapide et mal maîtrisée, l'occupation anarchique de l'espace, l'existence d'une pollution élevée, notamment dans les grands centres urbains, la difficulté d'accès de la majorité des citoyens à un habitat décent. Toutefois, dans le cadre du

PSE, les stratégies sont essentiellement tournées vers la production de logements sociaux, l'aménagement de pôles urbains et la réduction des coûts des matériaux de construction.

4.5.4. Santé et nutrition

Le sous-secteur « santé et nutrition » totalise soixante-seize (76) projets contre 40 en 2016 pour une prévision de 84 021 millions de FCFA contre 27 836 millions un an auparavant, soit 17,43% des investissements du secteur. Ces efforts sont à comptabiliser dans la place prioritaire de la politique nationale de santé qu'occupe l'amélioration de l'accès des populations à des soins de santé de qualité et à moindre coût. Les investissements sont spatialement mieux répartis presque dans toutes les régions à l'exception de Matam et Diourbel. Les investissements sont répartis comme suit :

- le niveau national et multirégion regroupent les 65,79% des investissements du sous-secteur ;
- Dakar (11,85%), Sédhiou (4,67%), Saint Louis (4,66%), Louga (3,80%) et Kolda (3,12%) occupent le deuxième groupe de régions bénéficiant de projets du sous –secteur;
- les régions de : Ziguinchor (1,79%), Fatick (1,73%), Tambacounda (0,61%), Kédougou (0,61%), Kaffrine (0,53%), Thiès (0,48%) et Kaolack (0,36%) présentent un nombre faible de projet du sous-secteur.

4.5.5. Éducation et formation

Le sous-secteur « éducation et formation » compte soixante-deux (62) contre 19 en 2016 pour un montant de 119 615,40 millions de FCFA contre 21 011 millions précédemment, soit 24,82% des investissements du quaternaire. Conscientes que les savoirs et les compétences conditionnent largement les performances en termes de croissance, de revenus et de création d'emplois, les autorités en font une priorité notamment dans le cadre de l'axe II du PSE relatif au capital humain, protection social et développement durable.

Le niveau national et multirégion regroupent les 47,99% des investissements du secteur quaternaire. Quant aux projets spécifiques régionaux, ils se présentent comme suit:

- régions à moyenne présence du sous-secteur : Dakar (15,09%), Diourbel (8,94%), Kaffrine (8,61%), Fatick (8,36%), Kaolack (8,36%),
- régions à faible présence du sous-secteur : Ziguinchor (1,98%), Thiès (0,42%), Kolda (0,25%).

4.5.6. Développement social

Ce sous-secteur totalise vingt-neuf (29) projets contre 4 un an auparavant pour une prévision de 48 338,11 millions de FCFA contre 1 262 millions, soit 10,02% du secteur. Il est un levier d'intervention du PSE notamment dans son axe II « Capital Humain, Protection sociale et développement durable ». Ce sous-secteur vise à corriger la faible prise en compte du genre dans les politiques publiques, aux déficits de promotion des droits des femmes, de protection sociale des couches vulnérables, de protection de l'Enfance, du développement intégré de la Petite Enfance, de l'extension de la Microfinance et de l'autonomisation des femmes.

L'essentiel des investissements est concentré au niveau national (90,63%, Multirégion (6,35%) et dans la région de Tambacounda (1,16%). Les régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor ont chacune 0.62%.

4.5.7. Équipement administratif

Le sous-secteur « équipement administratif » compte cinquante-cinq (55) projets pour un montant de 99 277,22 millions de FCFA, soit 20,60% du quaternaire. Essentiellement financés sur ressources internes, ce sous-secteur porte sur des opérations de construction, de réhabilitation et d'équipement du patrimoine bâti de l'Etat ainsi que l'équipement des collectivités locales et le renforcement des moyens de défense nationale et de sécurité

Le sous-secteur est presque absent au niveau des régions. Et, est réparti comme suit : le niveau national (55,32%), multirégion (36,65%, Dakar (7,58%), Ziguinchor (0,25%) et Saint Louis (0,20%).

4.5.8. Etudes et recherche/Quaternaire

Le sous-secteur compte quinze (15) projets pour une prévision de 9 773,34 millions de FCFA, soit 2,03% du secteur.

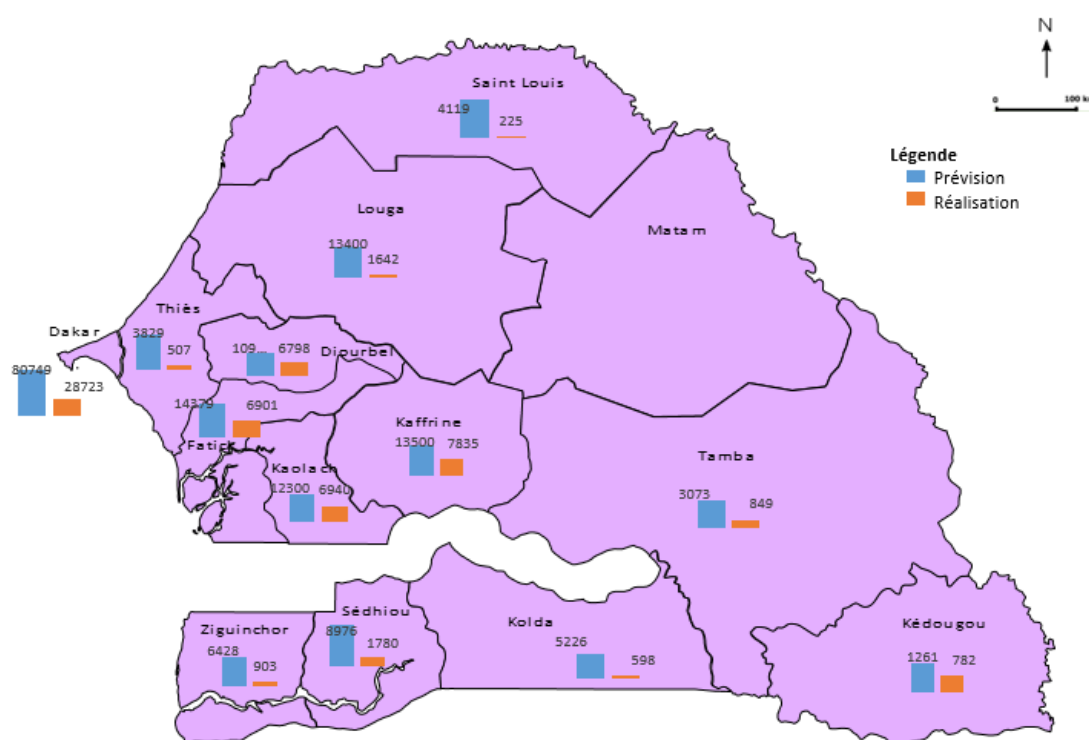
À l'exception de la région de Dakar (22,58%), le sous-secteur est absent dans les 13 autres régions. Le niveau national et multi régions ont bénéficié des 77,42% des investissements. Destinés à réaliser des études de projets, des études spécifiques et des recherches pour accompagner la réalisation des projets d'investissements publics dans le secteur quaternaire, ce sous-secteur mérite une déconcentration dans les régions dans un contexte de territorialisation des politiques publiques. Les régions ont plus que besoins de bénéficier de projets structurants d'une grande envergure pour résoudre les problèmes de disparités d'accès aux services sociaux de base et de développement économique et social déséquilibré.

4.5.9 Appui institutionnel ,Renforcement et Assistance Technique/Quatenaire

Le sous-secteur « Appui institutionnel, Renforcement et Assistance Technique/Quatenaire » totalise quinze (15) projets pour un investissement de 16 748,46 millions de FCFA, soit 3,47 % des investissements du quaternaire.

Le sous-secteur est concentré au niveau national (50,72%) et multi-région (49,28%). Il est absent au niveau des quatorze (14) régions que compte le Sénégal. Ce qui pourrait être lié à son caractère central. En effet, il est composé principalement de projets et programmes qui contribuent au renforcement des capacités de gestion et de planification de l'administration.

CARTE 19 Niveau des investissements du secteur quaternaire



Conclusion

L'analyse de l'exercice 2017 du Programme Triennal d'Investissement Public 2017-2019 régionalisé a permis de relever la persistance de grandes disparités dans la répartition spatiale et sectorielle des investissements.

Pour cet exercice 2017, un effort remarquable dans la programmation a permis de corriger en partie l'insuffisance des projets accordés spécifiquement aux régions. Toutefois, il ressort que les régions n'occupent pas encore leur place dans la répartition des investissements publics. La part relativement faible des projets régionaux résulte, dans une large mesure, de l'insuffisance des informations concernant la part des régions dans certains projets. Cette situation rend difficile toute analyse de la répartition spatiale des programmes et projets, et suscite une certaine prudence à afficher par rapport à la présente étude. À cet égard, beaucoup d'efforts restent à faire dans le cadre de la territorialisation des politiques publiques pour davantage réduire les disparités inter régionales.

Du point de vue spatial, la région de Dakar continue à bénéficier le plus d'investissements. En outre, les indicateurs économiques de ces dernières années, montrent une persistance des disparités régionales dans les interventions publiques. Les déséquilibres entre milieu urbain et milieu rural, entre l'Est et l'Ouest, et Dakar et les autres régions sont renforcés par la distribution spatiale inégale des actions du PTIP.

Au niveau sectoriel et spécifiquement dans les régions, le secteur primaire a reçu 337 873 millions des investissements programmés soit 38,10%, suivi du tertiaire avec 319 940 millions soit 36,08% ensuite viennent successivement les secteurs quaternaire et secondaire avec respectivement 178 214 (20,09) et 50 793 millions (5,73%). Considérant globalement les régions et les niveaux nationaux et multirégionaux, le Quaternaire reçoit la majeure partie des investissements, suivi du secteur tertiaire et du primaire qui regroupe respectivement les sous-secteurs sociaux et appui à la production. Ainsi, ils s'inscrivent dans les priorités des pouvoirs publics qui visent à assurer aux populations l'accès équitable aux services sociaux de base. En outre la priorité accordée au secteur tertiaire et primaire se justifie par leurs contributions significatives à la création de la richesse nationale et leurs capacités de redistribution de revenus, eu égard au nombre important d'acteurs sociaux qu'ils mobilisent.

En termes de réalisation, le secteur tertiaire est plus performant avec 42,22% de réalisation suivi par le secteur quaternaire avec 36,18%. Quant au secteur primaire son taux de réalisation se situe à 16,45% et pourtant il se trouve parmi les secteurs qui contribuent le plus à la

création de richesse. Le secteur secondaire est le moins performant avec seulement un taux de réalisation de 8,95%.

En somme, cette étude a contribué à montrer les principales caractéristiques de la répartition des investissements entre les différentes régions, les différents secteurs et le degré de conformité avec les orientations définies par chaque région.